

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 823**8 août 2003****SOMMAIRE**

ABN AMRO Funds, Sicav, Luxembourg	39499	Falkland S.A.H., Luxembourg	39498
Albatros Performance Management S.A., Luxembourg	39471	Global Alternative Investment Fund	39463
Albatros Performance, Sicav, Luxembourg	39487	Greyhound S.A., Luxembourg	39501
Alternative Strategy, Sicav, Luxembourg	39502	H.R.O. S.A.H., Luxembourg	39499
Aspen Grove Holding S.A., Luxembourg	39484	Heyrel S.A., Luxembourg	39492
Aspen Grove Holding S.A., Luxembourg	39486	Hirt Fonds	39494
B.D.S., Business Development Services S.A., Luxembourg	39504	Holding 2001 S.A., Luxembourg	39491
BBL Dynamic, Sicav, Luxembourg	39497	Hydroklima Industries S.A., Luxembourg	39487
BBL Renta Cash, Sicav, Luxembourg	39495	Imvo S.A.H., Luxembourg	39493
BBL Renta Fund II, Sicav, Luxembourg	39493	Kikuoka Luxembourg S.A., Mersch	39458
Bestmeat Finance, S.à r.l., Hunsdorf-Lorentzweiler	39471	Kikuoka Luxembourg S.A., Mersch	39460
Bilkova Holding S.A., Luxembourg	39491	Kikuoka Luxembourg S.A., Mersch	39461
Breezy Holding S.A., Luxembourg	39491	Kikuoka Luxembourg S.A., Mersch	39461
Candev Investments S.A., Luxembourg	39492	LODH Invest, Lombard Odier Darier Hentsch Invest, Sicav, Luxembourg	39472
Carera S.A., Luxembourg	39488	M.C.F. Participations S.A., Luxembourg	39502
Carera S.A., Luxembourg	39490	(Le) Monti Holding S.A., Luxembourg	39477
Codebi S.A.H., Luxembourg	39499	(Le) Monti Holding S.A., Luxembourg	39477
Columbus, Sicav, Luxembourg	39500	(Le) Monti Holding S.A., Luxembourg	39477
Compagnie Financière Hirouker S.A., Luxembourg	39496	(Le) Monti Holding S.A., Luxembourg	39478
Coperval Holding S.A., Luxembourg	39493	(Le) Monti Holding S.A., Luxembourg	39478
(The) Cox & Kings Overseas Fund, Sicav, Luxembourg	39494	Palmatrans S.A., Luxembourg	39491
Cyberscouts Benelux S.A., Weiswampach	39494	Pandora Holding S.A., Luxembourg	39487
Darwin-Estate S.A., Mersch	39461	Parinfin S.A.H., Luxembourg	39499
ECM Real Estate Investments A.G., Luxembourg	39476	Paxedi S.A.H., Luxembourg	39498
(The) Egypt Trust Fund, Sicaf, Luxembourg	39503	Royalty Participations S.A., Luxembourg	39492
Elite Model Management Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg	39477	Société de Lavallois S.A.H., Luxembourg	39498
Elliott-Automation Continental S.A.H., Luxembourg	39502	Sofiar S.A., Mersch	39461
Euro Techno Holding S.A., Luxembourg	39503	Spectra S.A., Luxembourg	39492
Eurocool S.A., Luxembourg	39503	Suez Lux Bonds, Sicav, Luxembourg	39490
European Business Management S.A., Luxembourg	39500	Technoblu Holding S.A., Luxembourg	39487
		Unipatent Holding S.A., Luxembourg	39497
		Unipatent Holding S.A., Luxembourg	39497
		Vodafone Luxembourg 5, S.à r.l., Luxembourg	39479
		Wood Optic Diffusion S.A., Hosingen	39501
		(The) World Trust Fund, Sicaf, Luxembourg	39501

KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 28.646.

L'an deux mille trois, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme KIKUOKA LUXEMBOURG S.A. (la «Société»), ayant son siège social à L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 28.646, constituée suivant acte reçu par Maître Christine Doerner, notaire de résidence à Bettembourg, en date du 31 juillet 1988, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 31 octobre 1988, numéro 290.

Les statuts de la Société ont été modifiés pour les dernières fois

- par acte du notaire Camille Hellinckx, en date du 13 décembre 1996 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 15 mai 1997, numéro 237;

- par acte sous seing privé en application de la loi du 10 décembre 1998 (conversion en euros), daté du 31 mai 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 septembre 2002, numéro 1291;

- par acte du notaire Joseph Elvinger, en date du 30 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 6 novembre 2002, numéro 1589;

- par acte du notaire Joseph Elvinger, en date du 25 novembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 13 février 2003, numéro 153.

L'assemblée est présidée par Monsieur Nico Arend, demeurant à L-1611 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, domicilié professionnellement à L-1450 Luxembourg,

et l'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel Uhl, domiciliée professionnellement à L-1450 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Clôturée, cette liste de présence fait apparaître que les 142.182 (cent quarante-deux mille cent quatre-vingt-deux) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de quatre millions cent un mille Euros (EUR 4.101.000,-) pour le porter de son montant actuel de dix-sept millions quatre cent soixante-cinq mille Euros (EUR 17.465.000,-) à vingt et un millions cinq cent soixante-six mille Euros (EUR 21.566.000,-), par création et émission de trente-trois mille trois cent quatre-vingt-douze (33.392) actions sans désignation de valeur nominale.

2. Souscription, intervention des souscripteurs et libération de toutes les nouvelles actions par un apport en nature consistant en l'ensemble des actions de DARWIN-ESTATE S.A. et de SOFIAR S.A. L'apport total consiste en quatre millions cent un mille Euros (EUR 4.101.000,-) de capital et en six cent soixante-douze mille Euros (EUR 672.000,-) de prime d'émission.

3. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de quatre millions cent un mille Euros (EUR 4.101.000,-) pour le porter de son montant de 17.465.000,- (dix-sept millions quatre cent soixante-cinq mille Euros) à vingt et un millions cinq cent soixante-six mille euros (EUR 21.566.000,-), par création et émission de trente-trois mille trois cent quatre-vingt-douze (33.392) actions sans désignation de valeur nominale, le tout intégralement libéré par l'apport réalisé en nature d'actions d'une société ayant son siège social établi dans un Etat membre de l'Union Européenne.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'admettre la souscription des parts nouvelles par:

1. Monsieur Nico Arend, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg, à raison de six mille cent vingt-huit actions nouvelles	6.128
2. Monsieur Carlo Fischbach, commerçant, demeurant à Strassen, à raison de six mille cent vingt-huit actions nouvelles	6.128
3. Monsieur Paul Thill, administrateur de sociétés, demeurant à Niederanven, à raison de six mille cent vingt-huit actions nouvelles	6.128
4. La société MARIUS S.A., avec siège social à Mersch, 12, avenue de la Gare, à raison de quinze mille huit actions nouvelles.	15.008
Total: trente-trois mille trois cent quatre-vingt-douze actions.	33.392

Intervention de l'apporteur - Souscription - Libération

Interviennent ensuite aux présentes les apporteurs susmentionnés, ici représentés en vertu des procurations dont mention ci-avant;

lesquels ont déclaré souscrire les trente-trois mille trois cent quatre-vingt-douze actions (33.392) actions nouvelles comme dit ci-avant et les libérer intégralement, chacun au pro rata de sa participation, par un apport en nature consistant en:

1. Cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale de SOFIAR S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare, et un capital souscrit de soixante-deux mille Euros (EUR 62.000,-), c'est à dire 100% (cent pour cent) de la totalité de ses actions émises, cet apport étant évalué à un million quatre cent soixante-treize mille Euros (EUR 1.473.000,-).

2. Trois cent douze (312) actions d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune de DARWIN ESTATE S.A., une société de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-7535 Mersch, 18, rue de la Gare, et un capital souscrit de trente et un mille deux cents Euros (EUR 31.200,-), c'est à dire 100% (cent pour cent) de la totalité de ses actions émises, cet apport étant évalué à trois millions trois cent mille Euros (EUR 3.300.000,-).

Rapport du Réviseur d'Entreprises

Conformément à l'article 32-1 de la loi sur les sociétés commerciales, ces apports en nature ont fait l'objet d'une vérification par Romain Thillens, Réviseur d'Entreprises indépendant, et son rapport daté du 10 juillet 2003 conclut comme suit:

Conclusion

«A la suite de mes vérifications, je suis d'avis que la valeur totale de EUR 4.473.000 à laquelle conduit le mode d'évaluation de l'apport décrit ci-dessus correspond au moins à une augmentation de capital de 4.101.000 à réaliser par l'émission de 33.392 actions nouvelles sans valeur nominale (pair comptable EUR 122,8455) de KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., à émettre en contrepartie plus une prime d'émission de EUR 672.000,-.»

Ce rapport restera ci-annexé, signé ne varietur par les comparants.

Preuve de l'existence de l'apport

Preuve de la propriété et de la valeur de ces actions a été donnée au notaire instrumentant par une copie du livre des actionnaires de la société SOFIAR S.A. et DARWIN-ESTATE S.A. attestant le nombre actuel d'actions, leur apparence et libre disponibilité.

Réalisation effective de l'apport

Ensuite chacun des apporteurs ici représenté comme dit ci-avant, déclare que:

- il est le seul plein propriétaire de ces actions et possédant les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;
- il n'existe aucun droit de préemption ou d'autre droit en vertu desquels une personne pourrait avoir le droit d'en acquérir une ou plusieurs;
- les transferts de parts sont effectivement réalisés sans réserves aujourd'hui;
- toutes autres formalités seront réalisées aux fins d'effectuer la cession et de la rendre effective partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'apport étant totalement réalisé, les associés décident de modifier l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à vingt et un millions cinq cent soixante-six mille Euros (EUR 21.566.000,-), représenté par cent soixante-quinze mille cinq cent soixante-quatorze (175.574) actions sans désignation de valeur nominale.»

Requête en exonération de paiement du droit proportionnel d'apport

Compte tenu qu'il s'agit de l'augmentation du capital social d'une société de capitaux luxembourgeoise par apport de la totalité des parts sociales émises par deux sociétés de capitaux ayant leur siège dans un Etat de l'Union Européenne (Grand-Duché de Luxembourg), portant par conséquent sa participation à au moins 65% (soixante-cinq pour cent) du capital de cette dernière, la société requiert expressément l'exonération du paiement du droit proportionnel d'apport sur base de l'article 4.2 de la loi du 29 décembre 1971 telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit en pareil cas le paiement du droit fixe d'enregistrement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de son capital au droit fixe d'enregistrement, s'élève à environ trois mille euros.

Provision: Une somme suffisante, égale au moins au montant des frais notariaux mentionné ci-avant est d'ores et déjà à la disposition du notaire soussigné, l'apport étant réalisé en nature.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: N. Arend, P. Van Hees, R. Uhl, M. Elvinger, T. Kikuoka, C. Fischbach, P. Thill, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2003, vol. 139S, fol. 93, case 5. – Reçu 12 euros.

Le Releveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2003.

J. Elvinger.

(044873.3/211/124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 28.646.

STATUTS

Titre I^{er}. - Dénomination, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de KIKUOKA LUXEMBOURG S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Mersch.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour objet la création, la mise en valeur et la gestion d'un terrain de golf et d'un club-house de même que la réalisation, la mise en valeur et la promotion, l'achat et la vente, la gestion ainsi que la location d'immeubles bâtis ou à bâtir.

La société a encore pour objet tous actes, transactions et toutes opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière, civile, commerciale et financière, se rattachant directement ou indirectement à l'objet précité ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement et l'exploitation.

Elle pourra s'intéresser par voie de souscription, apport, prise de participation ou autre manière, dans toute société ou entreprise ayant une activité analogue, connexe ou complémentaire à la sienne et en général, effectuer toutes opérations de nature à favoriser la réalisation de son objet social.

Titre II. - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à vingt et un millions cinq cent soixante-six mille Euros (EUR 21.566.000,-), représenté par cent soixante-quinze mille cinq cent soixante-quatorze (175.574) actions sans désignation de valeur nominale.

Titre III. - Administration

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, associés ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins quinze jours avant la date prévue pour la réunion. Les avis de convocation seront rédigés en langue française et devront être envoyés par courrier ainsi que par télécopie au moins quinze jours avant la date prévue pour la réunion.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé, avec l'approbation du commissaire, à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. La Société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe d'un administrateur et d'un administrateur-délégué ou par la signature individuelle d'un administrateur-délégué, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration, en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein associés ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. A la garantie de l'exécution de son mandat, chaque administrateur affecte une action.

Titre IV. - Surveillance

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans. A la garantie de l'exécution de son mandat, chaque commissaire affecte une action.

Titre V. - Assemblée Générale

Art. 14. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la Ville de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations, le deuxième vendredi du mois de juin et pour la première fois en 1989.

Si ce jour est un jour férié légal l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

Titre VI. - Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 1988.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5,00%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Titre VII. - Dissolution, Liquidation

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, soit par anticipation, soit par expiration de son terme, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Titre VIII. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

Pour copie conforme des statuts, coordonnés à la date du 24 juillet 2003, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 31 juillet 2003.

J. Elvinger.

(044704.3//85) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 28.646.

Les statuts coordonnés de la société suite à l'acte du 24 juillet 2003 ont été déposés par le notaire Joseph Elvinger au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

(044704.4//11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 28.646.

DARWIN-ESTATE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 82.010.

SOFIAR S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare.

R. C. Luxembourg B 50.927.

L'an deux mille trois, le vingt-quatre juillet.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

I.- Monsieur Nico Arend, administrateur de sociétés, demeurant à L-1611 Luxembourg, 41, rue de la Gare; agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois KIKUOKA LUXEMBOURG S.A., ayant son siège social à L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 28.646;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 9 juillet 2003.

II.- Monsieur Paul Thill, administrateur de sociétés, demeurant à L-6948 Niederanven, 10, Vir Reischtert, agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois DARWIN-ESTATE S.A., ayant son siège social à L-7535 Mersch, 18, rue de la Gare, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 82.010;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 9 juillet 2003.

III.- Monsieur Carlo Fischbach, commerçant, demeurant à L-2510 Strassen, 20, rue des Tilleuls;

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme de droit luxembourgeois SOFIAR S.A., ayant son siège social à L-7535 Mersch, 12, rue de la Gare, inscrite au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 50.927;

en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 9 juillet 2003.

Lesquels, ès qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant d'acter le projet suivant:

1) La société KIKUOKA LUXEMBOURG S.A. prédésignée, au capital social de vingt et un millions cinq cent soixante-six mille Euros (EUR 21.566.000,-), représenté par cent soixante-quinze mille cinq cent soixante-quatorze (175.574) actions sans désignation de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées, détient

- l'intégralité (100%) des actions émises par et représentant la totalité du capital social de la société DARWIN-ESTATE S.A., prédésignée, au capital social de EUR 31.200,- (trente et un mille deux cents euros), représenté par 312 (trois cent douze) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées ainsi que

- l'intégralité (100%) des actions émises par et représentant la totalité du capital social de la société SOFIAR S.A., prédésignée, au capital social de soixante-deux mille Euros (EUR 62.000,-), représenté par cinq mille (5.000) actions sans désignation de valeur nominale, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

2) La société anonyme KIKUOKA LUXEMBOURG S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec les sociétés anonymes DARWIN ESTATE S.A. (encore appelée la société absorbée 1.) et SOFIAR S.A. (encore appelée la société absorbée 2.) par absorption de ces dernières.

3) La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 1^{er} janvier 2003.

4) Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5) La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6) Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et qu'ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7) Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8) A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9) Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10) Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11) Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

12) Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;

- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;

- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

13) Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, les sociétés absorbées remettront à la société absorbante les originaux de tous leurs actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

14) Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

15) La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par les sociétés absorbées sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Signé: N. Arend, P. Thill, C. Fischbach, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 juillet 2003, vol. 139S, fol. 93, case 6. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2003.

J. Elvinger.

(044336.2/211/91) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 juillet 2003.

GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND, Fonds Commun de Placement.

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilhaber hinsichtlich des Sondervermögens GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement:

Art. 1. Der Fonds

1. Der Fonds GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND (im folgenden «Dachfonds» genannt) wurde nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg als Investmentfonds (fonds commun de placement) gemäß Teil II des Gesetzes betreffend Organismen für gemeinschaftliche Anlagen (OGA) vom 20. Dezember 2002 mit verschiedenen Fondskategorien («umbrella fund») errichtet und aufgelegt. Jede einzelne Fondskategorie stellt ein Sondervermögen aller Anteilhaber der betreffenden Fondskategorie dar, bestehend aus Anteilen von anderen Investmentfonds oder anderen Investmentgesellschaften (=«Zielfonds»), Wertpapieren, flüssigen Mitteln und sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten, welches im Namen der Verwaltungsgesellschaft und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber (im folgenden «Anteilhaber» genannt) durch die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. verwaltet und nach dem Grundsatz der Risikomischung angelegt wird.

2. Das Vermögen des Dachfonds, das von einer Depotbank verwahrt wird, ist von dem Vermögen der Verwaltungsgesellschaft getrennt zu halten.

3. Zur Depotbank ist KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE mit Sitz in Luxemburg-Stadt bestellt.

4. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank hinsichtlich des jeweiligen Sondervermögens sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen desselben sind im «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

5. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle ordnungsgemäß genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft

1. Die Fondskategorien des Dachfonds werden - vorbehaltlich der Anlagebeschränkungen in Artikel 4 des Verwaltungsreglements - durch die Verwaltungsgesellschaft im eigenen Namen, aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber verwaltet. Diese Verwaltungsbefugnis erstreckt sich namentlich, jedoch nicht ausschließlich, auf den Kauf, den Verkauf, die Zeichnung, den Umtausch und die Annahme von Anteilen an anderen Investmentfonds oder anderen Investmentgesellschaften («Zielfonds»), Wertpapieren und anderen Vermögenswerten sowie auf die Ausübung aller Rechte, welche unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Dachfonds zusammenhängen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik jeder Fondskategorie, wie diese gemäß Artikel 5 bestehen können, unter Berücksichtigung der Anlagebeschränkungen des Artikels 4 des Verwaltungsreglements fest. Der Verwaltungsrat der Verwaltungsgesellschaft kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellte mit der täglichen Ausführung der Anlagepolitik betrauen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann für das Sondervermögen einen Anlageausschuß bestellen, der beratende Funktion hat.

4. Desgleichen kann die Verwaltungsgesellschaft einen Manager mit dem Management betrauen.

5. Die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. ist berechtigt, vom Dachfonds ein Entgelt von bis zu 2,4% p.a des Nettofondsvermögens zu erhalten, das monatlich auf das Netto-Fondsvermögen des Bewertungstages eines jeden Monats zu berechnen und vierteljährlich im nachhinein auszuzahlen ist. Zusätzlich erhält sie eine «Performance Fee» (Leistungshonorar) wie im Prospekt näher beschrieben.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit weitere Fondskategorien auflagen und/oder bestehende Fondskategorien schließen oder verschmelzen.

Art. 3. Depotbank

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat die KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE zur Depotbank bestellt. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz, dem Verkaufsprospekt und dem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, vorausgesetzt, diese stehen in Übereinstimmung mit dem Verwaltungsreglement, dem Depotbankvertrag, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt und dem Gesetz.

Art. 4. Anlagepolitik

1. Ziel der Anlagepolitik ist die Erwirtschaftung eines absoluten Wertzuwachses in der Basiswährung Euro. Dazu wird das Nettofondsvermögen bis zu 100%, aber stets zu mindestens 20%, in Anteilen von anderen Investmentfonds oder anderen Investmentgesellschaften des offenen Typs angelegt die in erster Linie alternative Anlagestrategien verfolgen (=Zielfonds).

Außerdem kann in börsennotierten Wertpapieren sowie in solchen Wertpapieren angelegt werden, die in den Handel an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, einbezogen sind, in flüssigen Mitteln und in sonstigen zulässigen Vermögenswerten unter Streuung der Anlagerisiken, wobei die Ergebnisse der Fondsverwaltung den Anteilhabern zugute kommen sollen.

Die Zielfonds, in die investiert wird, können auch nicht-regulierte Fonds sein.

Als regulierte Zielfonds gelten Fonds welche nach dem Recht eines Mitgliedstaates der Europäischen Union (EU), Kanadas, der Vereinigten Staaten von Amerika, der Schweiz, Japans oder Hong Kongs gegründet wurden und dort ansässig sind und einer ständigen Aufsicht durch eine Aufsichtsbehörde, welche auf gesetzlicher Grundlage zum Schutz der Anleger eingerichtet ist, unterliegen.

Jede Fondskategorie kann bis zu 100% ihres Nettovermögens in sogenannte Futures und Hedgefonds investieren, die nicht reguliert sein müssen, bei denen aber

- a) keine Nachschußpflicht für den Dachfonds besteht,
- b) keine zu langen Ausstiegsfristen existieren und
- c) es müssen seriöse Depotbanken (meist aus USA oder US- bzw. EU-Banktöchter) vorhanden sein.
- d) außerdem muß sich jeder ausgewählte Zielfonds dem «Auditing» einer namhaften Prüfungsgesellschaft unterziehen.

Bei Anlagen in Zielfonds gelten folgende Beschränkungen:

a) Es dürfen für jede Fondskategorie nicht mehr als 50% der Anteile oder Aktien ein und desselben Zielfonds erworben werden. Diese Beschränkung gilt nicht wenn es sich dabei um einen aus mehreren Teilfonds bestehenden Zielfonds handelt (auch «Umbrella-Fonds» genannt) und die Anlage in diesen Zielfonds insgesamt weniger als 50% des Nettovermögens einer jeden Fondskategorie beträgt.

b) Es dürfen nicht mehr als 20% des Nettovermögens einer jeden Fondskategorie in Anteile oder Aktien ein und desselben Zielfonds angelegt werden.

Bei Zielfonds, die aus mehreren Teilfonds bestehen (auch «Umbrella-Fonds» genannt) wird jeder einzelne Teilfonds als eigenständiger Zielfonds angesehen unter der Bedingung, dass diese Teilfonds gegenüber Dritten nicht gesamtschuldnerisch für Verpflichtungen der verschiedenen Teilfonds haften.

Diese Beschränkungen gelten nicht für Anlagen in andere offene Investmentfonds, wenn diese Investmentfonds den allgemeinen Anforderungen, wie sie im Investmentrecht des Großherzogtums Luxemburg im Hinblick unter anderem auf die Anlagepolitik und die Risikostreuung für Investmentfonds, welche nach Teil II des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 gegründet wurden, bestehen, entsprechen und wenn diese Investmentfonds nach dem Recht eines Mitgliedstaates der Europäischen Union (EU), Kanadas, der Vereinigten Staaten von Amerika, der Schweiz, Japans oder Hong Kongs gegründet wurden und dort ansässig sind und einer ständigen Aufsicht durch eine Aufsichtsbehörde, welche auf gesetzlicher Grundlage zum Schutz der Anleger eingerichtet ist, unterliegen. Dabei darf es jedoch nicht zu einer exzessiven Konzentration in einen einzigen offenen Investmentfonds kommen.

Zusätzlich beachtet die Verwaltungsgesellschaft bei Anlagen in anderen Wertpapieren als von Zielfonds ausgegebenen Anteilen oder Aktien für jede Fondskategorie die folgenden Anlagebeschränkungen:

a) Es dürfen nicht mehr als 10% des Nettovermögens in Wertpapieren angelegt werden, die nicht an einer Börse notiert werden oder nicht an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

b) Es dürfen nicht mehr als 10% der verbrieften Rechte derselben Art ein und desselben Emittenten erworben werden.

c) Es dürfen nicht mehr als 20% des Nettovermögens in verbrieft Rechte ein und desselben Emittenten angelegt werden.

Die unter a)b)c) aufgeführten Beschränkungen gelten nicht für Titel, die durch Mitgliedstaaten der OECD oder deren öffentliche Gebietskörperschaften oder durch übernationale Institutionen und Organismen gemeinschaftlicher, regionaler und mondialer Art ausgegeben oder garantiert werden.

Die Verwaltungsgesellschaft wird ausserdem folgende Beschränkungen beachten:

d) Es dürfen Kredite nur kurzfristig und bis zu höchstens 10% des Nettovermögens aufgenommen werden, jedoch unterliegt die Kreditaufnahme der Zustimmung der Depotbank.

e) Es dürfen keine Geschäfte zu Lasten des Fondsvermögens vorgenommen werden, die den Verkauf nicht zum Fondsvermögen gehörender Wertpapiere zum Gegenstand haben.

f) Es dürfen keine Verpfändungen und keine sonstigen Belastungen von zum Fondsvermögen gehörenden Wertpapieren und Forderungen vorgenommen werden.

2. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Dachfonds der Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern die Einsetzung dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht. Dabei ist die Zielsetzung des Dachfonds auch darauf gerichtet, die besonderen Möglichkeiten der Märkte für Optionen und Finanzterminkontrakte mit Bezug auf Wertpapiere einschließlich sich darauf beziehender Techniken und Instrumente unter gleichzeitiger Begrenzung des damit verbundenen Risikos zu nutzen.

Ferner kann die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungsrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

Durch den Erwerb von Optionen auf Renten sowie von Finanzterminkontrakten und Optionen auf Finanzterminkontrakte kann der Dachfonds von den besonderen Möglichkeiten an den Märkten für Optionen und Finanzterminkontrakte Gebrauch machen. Zu diesen Techniken und Instrumenten gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call und Put-Optionen, die Devisenkursabsicherung durch Termingeschäfte und Optionen auf Termingeschäfte, die Kursabsicherung für Wertpapiere sowie Zinsabsicherungsgeschäfte und Optionen auf Zinsabsicherungsgeschäfte, außerdem Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte.

Alle diese Geschäfte sind im Rahmen der Beschränkungen dieses Artikels 4 Ziffern 3 bis 6 durchzuführen.

3. Für Optionen gilt je Fondskategorie folgendes

a) Eine Option ist das Recht, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt («Ausübungszeitpunkt») zu einem im voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen (Kauf- oder «Call»-Option) oder zu verkaufen (Verkaufs- oder «Put»-Option). Der Preis einer Call- oder Put-Option ist die Options-«Prämie».

Kauf und Verkauf von Optionen sind mit besonderen Risiken verbunden:

Die entrichtete Prämie einer erworbenen Call- oder Put-Option kann verlorengehen, sofern der Kurs des der Option zugrundeliegenden Wertpapiers sich nicht erwartungsgemäß entwickelt und es deshalb nicht im Interesse des Fonds liegt, die Option auszuüben.

Wenn eine Call-Option verkauft wird, besteht das Risiko, daß der Fonds nicht mehr an einer möglicherweise erheblichen Wertsteigerung des Wertpapiers teilnimmt, bzw. sich bei Ausübung der Option durch den Vertragspartner zu ungünstigen Marktpreisen eindecken muß.

Beim Verkauf von Put-Optionen besteht das Risiko, daß der Fonds zur Abnahme von Wertpapieren zum Ausübungspreis verpflichtet ist, obwohl der Marktwert dieser Wertpapiere bei Ausübung der Option deutlich niedriger ist.

Durch die Hebelwirkung von Optionen kann der Wert des Fondsvermögens stärker beeinflusst werden, als dies beim unmittelbaren Erwerb von Wertpapieren der Fall ist.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Beachtung der in diesem Absatz erwähnten Anlagebeschränkungen für eine Fondskategorie Call-Optionen und Put-Optionen auf Wertpapiere, Börsenindices, Finanzterminkontrakte und sonstige Finanzinstrumente kaufen und verkaufen, sofern diese Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, oder, soweit solche Optionen freihändig gehandelt werden («over-the-counter- oder OTC-Optionen») unter der Voraussetzung, daß es sich bei den entsprechenden Vertragspartnern um erstklassige Finanzeinrichtungen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und die von international anerkannten Ratingagenturen mit hervorragenden Ratings bewertet werden.

c) Die Summe der Prämien für den Erwerb der unter b) genannten Optionen darf 15% des jeweiligen Nettovermögens nicht übersteigen.

d) Für eine Fondskategorie können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des jeweiligen Nettovermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im übrigen muß der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

e) Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für eine Fondskategorie Put-Optionen, so muß die entsprechende Fondskategorie während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende flüssige Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

4. Für Finanzterminkontrakte gilt je Fondskategorie folgendes:

a) Finanzterminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen beziehungsweise verpflichten, einen bestimmten Vermögenswert an einem im voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im voraus bestimmten Preis abzunehmen beziehungsweise zu liefern. Dies ist mit erheblichen Chancen, aber auch Risiken verbunden, weil jeweils nur ein Bruchteil der jeweiligen Kontraktgröße («Einschuß») sofort geleistet werden muß. Kursausschläge in die eine oder andere Richtung können, bezogen auf den Einschuß zu erheblichen Gewinnen oder Verlusten führen.

b) Die Verwaltungsgesellschaft kann für eine Fondskategorie Finanzterminkontrakte als Zinsterminkontrakte sowie als Kontrakte auf Börsenindices kaufen und verkaufen, soweit diese Finanzterminkontrakte an hierfür vorgesehenen Börsen oder anderen geregelten Märkten gehandelt werden.

c) Durch den Handel mit Finanzterminkontrakten kann die Verwaltungsgesellschaft bestehende Aktien- und Rentenpositionen gegen Kursverluste absichern. Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft Call-Optionen auf Finanzterminkontrakte verkaufen oder Put-Optionen auf Finanzterminkontrakte kaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

d) Eine Fondskategorie kann Finanzterminkontrakte zu anderen als zu Absicherungszwecken kaufen und verkaufen.

Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanzterminkontrakten und Verkäufen von Call- und Put-Optionen, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf das jeweilige Nettovermögen zu keiner Zeit übersteigen. In diesem Zusammenhang entsprechen die Verpflichtungen aus verkauften Kauf- und Verkaufsoptionen der Summe der Basispreise der Optionen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im jeweiligen Fondsvermögen unterlegt sind.

5. Für Wertpapierleihe und Pensionsgeschäfte gilt je Fondskategorie folgendes:

a) Im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems können bis zu 50% der in der jeweiligen Fondskategorie befindlichen Wertpapiere auf höchstens 30 Tage verliehen werden. Voraussetzung ist, daß dieses Wertpapierleihsystem durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein auf solche Geschäfte spezialisiertes Finanzinstitut erster Ordnung organisiert ist.

Die Wertpapierleihe kann mehr als 50% des Wertpapierbestandes erfassen, sofern der jeweiligen Fondskategorie das Recht eingeräumt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuerlangen.

Die Fondskategorie muß im Rahmen der Wertpapierleihe grundsätzlich eine Garantie erhalten, deren Gegenwert zur Zeit des Vertragsabschlusses mindestens dem Gesamtwert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Diese Garantie kann in flüssigen Mitteln bestehen oder in Wertpapieren, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationalen Organismen begeben oder garantiert und zugunsten des jeweiligen Fonds während der Laufzeit des Wertpapierleihvertrages gesperrt werden.

Einer Garantie bedarf es nicht, sofern die Wertpapierleihe im Rahmen von CLEARSTREAM, EUROCLEAR oder einem sonstigen anerkannten Abrechnungsorganismus stattfindet, der selbst zu Gunsten des Verleihers der verliehenen Wertpapiere mittels einer Garantie oder auf andere Weise Sicherheit leistet.

b) Eine Fondskategorie kann von Zeit zu Zeit Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen. Dabei muß der Vertragspartner eines solchen Geschäfts ein Finanzinstitut erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert sein. Während der Laufzeit eines Wertpapierpensionsgeschäfts kann die Fondskategorie die gegenständlichen Wertpapiere nicht veräußern. Der Umfang der Wertpapierpensionsgeschäfte wird stets auf einem Niveau gehalten, das es der Fondskategorie ermöglicht, jederzeit ihrer Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachzukommen.

6. Für Devisensicherungsgeschäfte gilt je Fondskategorie folgendes

Zur Absicherung von Devisenrisiken kann eine Fondskategorie Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen, sofern solche Devisenkontrakte oder Optionen an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt oder sofern die erwähnten Optionen als OTC-Optionen gehandelt werden, unter der Voraussetzung, daß es sich bei den entsprechenden Vertragspartnern um erstklassige Finanzrichtungen handelt, die auf derartige Geschäfte spezialisiert sind und von international anerkannten Ratingagenturen mit hervorragenden Ratings bewertet werden.

Eine Fondskategorie kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen beziehungsweise im Rahmen freihändiger Geschäfte umtauschen, die mit Finanzinstituten erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf solche Geschäfte spezialisiert sind.

Devisensicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung von der Fondskategorie gehaltenen Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

Art. 5. Fondskategorien

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit mit Zustimmung der Depotbank Anteile verschiedener Kategorien, welche jeweils einem bestimmten Teil des Nettovermögens des Fonds, einer sogenannten «Fondskategorie» entsprechen, ausgeben.

2. Die verschiedenen Fondskategorien setzen unterschiedliche Schwerpunkte in der Anlagepolitik und investieren in Zielfonds und Wertpapiere unterschiedlicher Märkte und Währungen, die von der Referenzwährung des Dachfonds abweichen können. Jeder Fondskategorie wird eine spezifische Bezeichnung zugeteilt. Die Bezeichnung einer Fondskategorie kann sich auch alleine durch einen Währungszusatz von den Bezeichnungen der übrigen Fondskategorien unterscheiden.

3. In den Beziehungen zwischen den Anteilhabern wird jede Fondskategorie als eine einzelne Einheit behandelt.

4. Auch Dritten gegenüber haftet jede Fondskategorie als einzelne Einheit. Die Vermögenswerte, Verpflichtungen, Kosten und Ausgaben, welcher keiner spezifischen Fondskategorie zugerechnet werden können, werden den verschiedenen Fondskategorien im Verhältnis ihres jeweiligen Nettovermögens oder pro rata ihres jeweiligen Nettovermögens zugerechnet, falls die betreffenden Beträge dies als angemessen erscheinen lassen.

5. Die genaue Anzahl und Ausgestaltung von bestehenden Fondskategorien wird im jeweils aktuellen Verkaufsprospekt dargestellt.

Art. 6. Ausgabe von Anteilen

1. Jede natürliche oder juristische Person kann vorbehaltlich Artikel 7 des Verwaltungsreglements durch Zeichnung und Zahlung des Ausgabepreises Anteile jeder Fondskategorie erwerben; allerdings kann die Verwaltungsgesellschaft bei Erstanlage einen Minimumzeichnungsbetrag festlegen.

2. Alle ausgegebenen Anteile haben je Fondskategorie gleiche Rechte. Die Anteile werden von der Verwaltungsgesellschaft gegen Bezahlung an die Depotbank unverzüglich nach Eingang eines Zeichnungsantrages an einem Bewertungstag gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements zugeteilt. Die Verwaltungsgesellschaft kann für jede Fondskategorie eine oder mehrere Anteilklassen vorsehen, die sich durch unterschiedliche Management-, Ausgabe-, Rücknahme- oder Performance Gebühren, Ausschüttungen oder andere Merkmale wie von der Verwaltungsgesellschaft festgelegt, unterscheiden. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern Anteilklassen gebildet werden, findet dies Erwähnung im Verkaufsprospekt.

3. Ausgabepreis ist der Inventarwert gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements des jeweiligen Bewertungstages, insofern der Zeichnungsantrag zu dem von der Verwaltungsgesellschaft festgelegten Zeitpunkt vorliegt, zuzüglich einer Verkaufsprovision von bis zu 5,26% des Inventarwerts (Ausgabeaufschlag als Prozentsatz der Anlagesumme: bis zu 5%). Die Verkaufsprovision steht der Verwaltungsgesellschaft zu, die ihrerseits die Verkaufsprovision ganz oder teilweise an die jeweiligen Vertreiber weitergeben kann. Zeichnungsanträge, welche vor einem Bewertungstag nach dem festgelegten Zeitpunkt eingehen, werden auf Basis des Netto-Inventarwertes des nächsten Bewertungstages pro Anteil der betreffenden Fondskategorie abgerechnet. Der Ausgabepreis ist in der Referenzwährung der jeweiligen Fondskategorie zu zahlen an die Depotbank, Eingang dort nicht später als fünf Valutatage vor dem entsprechenden Bewertungstag sofern Sparpläne angeboten werden, wird die Verkaufsprovision nur auf die tatsächlich geleisteten Zahlungen berechnet.

4. Der Ausgabepreis erhöht sich um Stempelgebühren oder andere Belastungen, die in verschiedenen Ländern anfallen, in denen Anteile verkauft werden.

5. Soweit Ausschüttungen gemäß Artikel 14 des Verwaltungsreglements wieder unmittelbar in Anteilen angelegt werden, kann ein von der Verwaltungsgesellschaft festgelegter Wiederanlagerabatt gewährt werden.

Art. 7. Beschränkungen der Ausgabe von Anteilen

1. Die Verwaltungsgesellschaft hat bei der Ausgabe von Anteilen die Gesetze und Vorschriften aller Länder, in welchen Anteile angeboten werden, zu beachten. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch natürliche oder juristische Perso-

nen vom Erwerb von Anteilen ausschließen, falls eine solche Maßnahme zum Schutz der Anteilhaber oder des Dachfonds notwendig werden sollte.

Weiterhin kann die Verwaltungsgesellschaft:

- a) aus eigenem Ermessen jeden Zeichnungsantrag auf Erwerb von Anteilen zurückweisen;
- b) jederzeit Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, die von Anteilhabern gehalten werden, welche vom Erwerb oder Besitz von Anteilen ausgeschlossen sind.

2. Auf nicht ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen wird die Depotbank unverzüglich zurückzahlen.

Art. 8. Anteilzertifikate und Anteilbestätigungen

Anteile können als Namens- oder als Inhaberanteile ausgegeben werden. Namensanteile werden unverbrieft oder verbrieft ausgegeben. Soweit Anleger keinen gegenteiligen Wunsch äußern, werden sie unverbriefte Namensanteile erhalten.

Anteilszertifikate können in Stückelungen von 1, 5, 10 oder 100 Anteilen ausgestellt werden.

Für ausgestellte Namensanteile wird am Sitz des Fonds ein Anteilsregister geführt.

Inhaberanteile können durch Globalzertifikate verbrieft werden, die bei Clearingstellen wie CLEARSTREAM und/oder EUROCLEAR hinterlegt werden.

Art. 9. Berechnung des Netto-Inventarwertes

1. Der Anteilwert je Fondskategorie (im folgenden «Inventarwert» genannt) lautet auf die Referenzwährung der jeweiligen Fondskategorie. Er wird vom Administrator oder in Luxemburg von einem von ihr Beauftragten zum Monatsultimo berechnet (im folgenden «Bewertungstag» genannt). Die Berechnung erfolgt durch Teilung des Netto-Fondsvermögens einer jeden Fondskategorie durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile der betreffenden Fondskategorie.

Bedingt durch die Art der Anlagegeschäfte des Dachfonds in nicht-regulierten Ziel Futures und Hedgefonds ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, die effektive Berechnung des Netto-Inventarwertes eines Dachteilfonds bis zu maximal 21 Kalendertage nach dem entsprechenden Bewertungstag durchzuführen. Das Nähere wird im Verkaufsprospekt ausgeführt.

Das Netto-Fondsvermögen wird je Fondskategorie nach folgenden Grundsätzen berechnet:

- Investmentanteile werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet, wobei es sich um verlässliche und verantwortbare Schätzungen der jeweiligen Depotbank/des Administrators/des Managers der betreffenden Zielfonds handeln kann;

- Wertpapiere und Geldmarktinstrumente werden zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Verwaltungsgesellschaft zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Papiere verkauft werden können;

- flüssige Mittel werden zum Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;

- Festgelder werden zum Nominalwert zuzüglich Zinsen bewertet;

- nicht auf die Basiswährung des Dachfonds bzw. einer Fondskategorie lautende Vermögenswerte werden zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Dachfonds bzw. einer Fondskategorie umgerechnet;

- alle anderen Vermögenswerte werden zu ihrem jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben sowie allgemein anerkannten, von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewerteten Regeln festlegt.

2. Alle auf eine andere Währung als die jeweilige Fondskategorie-Währung lautende Vermögenswerte werden zum letzten Devisenmittelkurs in diese umgerechnet. Der Euro stellt auch die Konsolidierungswährung des Dachfonds dar.

3. Falls außergewöhnliche Umstände eintreten, welche die Bewertung gemäß den oben aufgeführten Kriterien unmöglich oder unsachgerecht werden lassen, ist die Verwaltungsgesellschaft ermächtigt, zeitweilig andere von ihr nach Treu und Glauben festgelegte, allgemein anerkannte und von Wirtschaftsprüfern nachprüfbar bewertete Regeln zu befolgen, um eine sachgerechte Bewertung des Fondsvermögens zu erreichen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann bei umfangreichen Rücknahmeanträgen, die nicht aus den liquiden Mitteln und zulässigen Kreditaufnahmen der betreffenden Fondskategorie befriedigt werden können, unter vorheriger Zustimmung der Depotbank, den Inventarwert bestimmen, indem sie dabei die Kurse des Bewertungstages zugrundelegt, an dem sie für den Dachfonds die Zielfonds-Anteile und Wertpapiere verkauft, die je nach Lage verkauft werden müssen. In diesem Falle wird für gleichzeitig eingereichte Zeichnungs- und Rücknahmeanträge dieselbe Berechnungsweise angewandt.

Art. 10. Einstellung der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Anteilen und der Berechnung des Inventarwertes

Die Verwaltungsgesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Inventarwertes sowie die Ausgabe, die Rücknahme und den Umtausch von Anteilen insgesamt und/oder je Fondskategorie zeitweilig einzustellen:

1. während der Zeit, in welcher an einer Mehrheit von Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Zielfonds-Anteile und Wertpapiere der betreffenden Fondskategorie notiert ist, geschlossen ist (außer an gewöhnlichen Wochenenden oder Feiertagen) oder der Handel an diesen Börsen ausgesetzt oder eingeschränkt wurde;

2. in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann oder es für dieselbe unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Inventarwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

3. Werden die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Anteilen nur einer oder einiger Fondskategorien eingestellt, ohne dass die andere(n) Fondskategorie(n) von den Einstellungsgründen betroffen werden, so werden die Ausgabe, die Rücknahme und der Umtausch von Anteilen der nicht-betroffenen Fondskategorien nicht berührt!

Art. 11. Rücknahme und Umtausch von Anteilen

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zu verlangen, wobei von der Verwaltungsgesellschaft eine Kündigungsfrist von bis zu maximal drei Monaten zu einem Monatsende festgesetzt werden kann. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements gegen Übertragung der Anteile oder, soweit solche ausgegeben wurden, der Anteilbestätigungen und wird zum nächsten gemäß Artikel 9 des Verwaltungsreglements errechneten Inventarwert getätigt abzüglich einer Rückkaufsprovision zu Gunsten der Fondskategorie in Höhe von bis zu 2% des Wertes der zurückgegebenen Anteile. Für alle an einem Bewertungstag zurückgegebene Anteile wird dabei derselbe Prozentsatz in Rechnung gestellt. Die Zahlung des Rücknahmepreises erfolgt in der jeweiligen Fondskategorie-Währung wenn möglich unverzüglich, jedoch spätestens 35 Kalendertage nach dem entsprechenden Bewertungstag.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des Fonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme gemäß den Bestimmungen des letzten Abschnitts von Artikel 9 des Verwaltungsreglements zum dann geltenden Inventarwert.

3. Inhaber von Anteilen einer Fondskategorie können jederzeit einen oder alle ihre Anteile in Anteile einer anderen Fondskategorie tauschen, wobei von der Verwaltungsgesellschaft eine Ankündigungsfrist von bis maximal drei Monaten zu einem Monatsende festgesetzt werden kann. Dieser Tausch erfolgt auf Basis der am Bewertungstag berechneten Vermögenswerte. Der Umtausch unterliegt einer Gebühr von bis zu 1% des Wertes der zu tauschenden Anteile; diese Gebühr steht dem Vertrieb zu; die Durchführung des Umtausches erfolgt nach Möglichkeit unverzüglich, jedoch spätestens 35 Kalendertage nach dem betreffenden Bewertungstag.

4. Anleger, die Anteile gezeichnet oder ihre Anteile zum Rückkauf oder zum Umtausch angeboten haben, werden von einer Einstellung der Inventarwertberechnung gemäß Artikel 10 des Verwaltungsreglements umgehend benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

5. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, wie keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Art. 12. Ausgaben des Dachfonds

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Dachfonds beträgt inklusive der Vergütung des Sub-Managers bis zu zwei Komma vier von Hundert (2,4%) p.a., errechnet anteilig auf das Netto-Fondsvermögen je Fondskategorie des Bewertungstags eines jeden Monats. Daneben kann die Verwaltungsgesellschaft zu Lasten des Fondsvermögens ein Leistungshonorar ansetzen, dessen Höhe und Zahlungsmodalität im Verkaufsprospekt bekannt gemacht werden.

2. Der Dachfonds trägt die Kosten für die Depotbank, die Domizil-, Administration-, und die Register- und Transferstelle. Darüber hinaus trägt der Dachfonds sämtliche anderen Kosten der laufenden Geschäftsführung, Gebühren, welche an ständige Vertreter in Ländern gezahlt werden, wo die Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, Gebühren an jeden anderen Vertreter des Fonds, Gebühren für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, des weiteren Gebühren für Werbung, Druck, Berichtswesen und Veröffentlichung, einschließlich der Kosten für Anzeigen oder für die Vorbereitung und den Druck von Verkaufsprospekten, erläuterndes Werbematerial oder Registerangaben, Steuern, öffentlich-rechtliche Kosten, Kosten für die eventuelle Notierung der Anteile an Börsen oder an anderen geregelten Märkten, sowie sämtlichen sonstigen laufenden Kosten, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bankkosten, Brokerkosten, Post-, Telefon- und Telexkosten. Alle anderen anfallenden Bankgeschäfte werden zu den üblichen Tarifen in Rechnung gestellt.

Soweit die Mitglieder des Verwaltungsrates eine Vergütung erhalten, wird diese Vergütung von der Verwaltungsgesellschaft beglichen. Die Verwaltungsratsmitglieder erhalten aus dem Fondsvermögen Ersatz für Auslagen, welche sie im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit des Fonds haben.

3. Der Fonds zahlt der Depotbank eine Gebühr entsprechend den üblichen Sätzen in Luxemburg. Diese Gebühr wird auf der Grundlage des Nettovermögens der entsprechenden Fondskategorie und/oder auf der Grundlage einer Transaktionsgebühr berechnet und ist monatlich zahlbar. Die Depotbank erhält bis zu einem Fondsvermögen von 75 Mio. EUR 0,05% p.a des Nettovermögens, von EUR 75,- bis EUR 250 Mio. 0,035% p.a des Nettovermögens und ab EUR 250 Mio. 0,015% p.a des Nettovermögens. Diese Gebühr wird am Ende eines jeden Monats auf dem Nettovermögen der Fondskategorie zum Monatsende errechnet. Der Minimumbetrag ist EUR 6.200,- jährlich. Der Fonds zahlt entsprechend der üblichen Praxis in Luxemburg Gebühren an die Domizil-, Register- und Transferstelle. Diese Gebühren werden auf der Grundlage des Nettovermögens des Fonds und/oder auf der Grundlage einer Transaktionsgebühr und/oder als Fixum berechnet. Die Domizilstelle erhält ein jährliches Entgelt in der Höhe von EUR 3.000,-, bei einem Umbrella Fonds mit mehr als einer aktivierten Fondskategorie EUR 5.000,-. Weiters erhält die Register- und Transferstelle ein jährliches Entgelt für die Abwicklung der Zeichnungen, Übertragungen und Rückkäufe per Fondskategorie EUR 3.000,- (abhängig von den eingetragenen Anteilinhabern) zusätzlich eine Kommission in der Höhe von EUR 15,- je erfolgte Abwicklung. Für die Buchführung, die monatliche Berechnung des Nettoinventarwertes, die Ausarbeitung der monatlichen Erklärungen, der Halb- und Jahresberichte u.a.m. erhält die Administrationstelle bis zu 0,08% p.a, jedoch ein Minimum von EUR 20.000,-. Diese Gebühr wird am Ende eines jeden Monats auf das durchschnittliche Nettovermögen der Fondskategorie während des betreffenden Monats errechnet.

4. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen unter Beachtung von Abs. 1 die folgenden Aufwendungen zulasten des Dachfonds (je Fondskategorie):

- a) Im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts- und Halbjahresberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts- und Halbjahresberichte, der Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;

- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten;
 - e) Kosten und eventuell anfallende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
 - f) Kosten, die im Zusammenhang mit Ausschüttungen entstehen;
 - g) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteile zum öffentlichen Vertrieb;
 - h) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Dachfonds insgesamt durch national und international anerkannte Rating-agenturen;
 - i) Kosten der Gründung des Dachfonds und von Fondskategorien.
5. Alle Kosten und Entgelte werden zuerst dem laufenden Einkommen angerechnet, dann den Kapitalgewinnen und erst dann dem Fondsvermögen.

Art. 13. Rechnungsjahr, Rechnungslegung und Revision

1. Das Geschäftsjahr des Dachfonds endet jährlich am 31. Dezember und erstmals am 31. Dezember 2003. Der erste Rechenschaftsbericht erscheint zum 31. Dezember 2003.
2. Der Dachfonds und dessen Buchführung werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft geprüft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird.
3. Spätestens vier Monate nach dem Ende eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Dachfonds.
4. Längstens zwei Monate nach Ablauf der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Dachfonds.
5. Die Rechenschafts- und Halbjahresberichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

Art. 14. Ausschüttungen

1. Die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe Ausschüttungen entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgen.
2. Die Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft jedoch berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, an die Anteilinhaber auszuzahlen.

Art. 15. Änderungen des Verwaltungsreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann dieses Verwaltungsreglement jederzeit mit Zustimmung der Depotbank im Interesse der Anteilinhaber ganz oder teilweise ändern.
2. Jegliche Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft. Die Verwaltungsgesellschaft kann weitere Veröffentlichungen analog Artikel 16 Absatz 1 des Verwaltungsreglements veranlassen.

Art. 16. Veröffentlichungen

1. Der Inventarwert, Ausgabe- und Rücknahmepreis der Anteile jeder Fondskategorie sind jeweils am Sitz der Depotbank, der Verwaltungsgesellschaft und der Repräsentanten des Dachfonds im Ausland verfügbar, in denen die Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.
2. Nach Abschluß eines jeden Rechnungsjahres wird die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. den Anteilinhabern einen geprüften Rechenschaftsbericht zur Verfügung stellen, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen, dessen Verwaltung und die erzielten Resultate. Nach Ende der ersten Hälfte eines jeden Rechnungsjahres stellt die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. den Anteilinhabern einen Halbjahresbericht zur Verfügung, der Auskunft gibt über das Fondsvermögen und dessen Verwaltung während des entsprechenden Halbjahres.
3. Der Jahresbericht und alle Zwischenberichte des Dachfonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und jeder Zahlstelle erhältlich.

Art. 17. Dauer und Auflösung des Dachfonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft, Schließung, Verschmelzung und Einbringung von Fondskategorien

1. Der Dachfonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluß der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter Wahrung der Bestimmungen des Artikels 21 lit. a des Gesetzes betreffend Organismen für gemeinschaftliche Anlagen (OGA) vom 20. Dezember 2002 die Verwaltung des Dachfonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen der Länder veröffentlicht, in denen Anteile des Dachfonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Dachfonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Dachfonds auf die Depotbank über, die ihn gemäß Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend Art. 12 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Dachfonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.
3. Wird der Dachfonds aufgelöst, ist dies im Mémorial zu veröffentlichen. Die GLOBAL ALTERNATIVE INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. wird zu diesem Zweck neben zwei luxemburgischen Tageszeitung, mindestens jeweils eine Tageszeitung der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Die Ausgabe von Anteilen wird am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Dachfonds eingestellt. Unter der

Bedingung, dass eine gerechte Behandlung aller Anteilhaber gewahrt ist sind Rücknahmeanträge möglich. Im Inventarwert werden eventuelle Liquidationskosten bereits zurückgestellt. Es werden keine Rückkaufsprovisionen in Rechnung gestellt. Die Vermögenswerte werden veräußert und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggfls. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluß des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

4. Weder die Anteilhaber noch deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können die Auflösung und/oder Teilung des Dachfonds beantragen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluß des Verwaltungsrates gemäß den nachfolgenden Bedingungen beschließen, eine Fondskategorie aufzulösen:

- sofern das Nettofondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um die Fondskategorie in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag auf 2 Mio. EUR festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, die Fondskategorie zu verwalten.

Im Falle der Auflösung einer Fondskategorie hat die Verwaltungsgesellschaft die Möglichkeit, den Anteilhabern der betreffenden Fondskategorie den Umtausch ihrer Anteile in Anteile einer anderen Fondskategorie anzubieten, binnen der Fristen und unter den Bedingungen, welche von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt werden.

Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluß des Verwaltungsrates gemäß den nachfolgenden Bedingungen beschließen, Fondskategorien zu verschmelzen oder die Fondskategorie in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») bzw. Fondskategorie desselben einzubringen. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Nettovermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um die Fondskategorie in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag auf 2 Mio. EUR festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint die Fondskategorie zu verwalten.

Im Falle einer Verschmelzung von Fondskategorien haben die bestehenden Anteilhaber der betroffenen Fondskategorien das Recht, innerhalb eines Monats vor Inkrafttreten der Verschmelzung den Rückkauf ihrer Anteile durch den Fonds ohne Rückkaufkosten zu verlangen.

Im Falle einer Liquidation des Dachfonds oder von Fondskategorien werden die Beträge, welche von den Anteilhabern am Ende der Liquidationsperiode noch nicht angefordert wurden, bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Die Caisse des Consignations wird die Liquidationserlöse für eine Dauer von 30 Jahren verwahren.

Jeder Zeichnungsauftrag wird vom Moment der Bekanntmachung der Auflösung, der Verschmelzung oder der Einbringung der betreffenden Fondskategorie an ausgeschlossen.

Art. 18. Verjährung

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von fünf Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

Art. 19. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Dieses Verwaltungsreglement unterliegt dem Luxemburger Recht. Das Verwaltungsreglement ist bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Dachfonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht jeden Landes zu unterwerfen, in dem Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind, und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf Zeichnung und Rücknahme durch diese Anleger beziehen.

2. Die Vertragssprache ist deutsch. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile, die an Anleger in dem jeweiligen Land verkauft wurden, für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

3. Sollten Bestimmungen des Verwaltungsreglements ganz oder teilweise unwirksam sein oder werden, so bleibt die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen hiervon unberührt.

4. Für sämtliche Punkte, welche in diesem Reglement nicht geregelt sind, wird auf die luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen, insbesondere das Gesetz vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für Gemeinschaftliche Anlagen, verwiesen.

Luxemburg, den 25. Juni 2003.

Für die Depotbank

A. Schmit / S. D'Orazio

Premier Fondé de pouvoir / Fondé de Pouvoir Principal

Für die Verwaltungsgesellschaft

M. H. Wanke / M. Wiedemayr

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05106. – Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(044717.2//511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

BESTMEAT FINANCE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-7396 Hunsdorf, Lorentzweiler, 2, Schwanenthal.
R. C. Luxembourg B 88.670.

The undersigned BESTMEAT COMPANY B.V., NCB Weg 10, 5681 RH Best, The Netherlands, (the transferor) hereby transfers to BESTMEAT LUXEMBOURG, S.à r.l., 2, Schwanenthal, L-7396 Hunsdorf, Lorentzweiler, (the transferee)

125 registered shares with a nominal value of € 100.- each

in the Company: BESTMEAT FINANCE, S.à r.l., 2, Schwanenthal, L-7396 Hunsdorf, Lorentzweiler, (hereafter «the Company»)

for value received and recognizes from this day that he has no right, title or interest in the shares transferred.

The transferor and the transferee hereby give full power to Mr A.M.M. Lammers to make any and all declaration at the registered office of the Company and to sign on their behalf all deeds and certificates to effect the transfer on the share register.

Dated this 15th day of July, 2003.

For Transferor / For Transferee

A.M.M. Lammers / H.J.A. van Boxtel

Acting in his capacity as manager of the Company, declares to accept the present agreement according to article 1690 of the Civil Code

A.M.M. Lammers

Traduction:

Le soussigné BESTMEAT COMPANY B.V., NCB Weg 10, 5681 RH Best, Pays-Bas, (le cédant) cède par la présente à BESTMEAT LUXEMBOURG, S.à r.l., 2, Schwanenthal, L-7396 Hunsdorf, Lorentzweiler, (le cessionnaire)

125 parts sociales nominatives d'une valeur nominale de € 100,- chacune

dans la Société: BESTMEAT FINANCE, S.à r.l., 2, Schwanenthal, L-7396 Hunsdorf, Lorentzweiler, (ci-après «la Société»)

pour valeur reçue et reconnaît dès ce jour ne plus avoir de droits, droit de propriété ou quelconque intérêt dans les parts sociales cédées.

Par la présente, le cédant et le cessionnaire donnent plein pouvoir à M. A.M.M. Lammers d'accomplir toute démarche ou déclaration et de signer, au lieu du siège social de la Société, en leurs noms et pour leur compte, tout acte ou certificat pour faire constater la présente cession dans le registre des associés.

Datée ce jour du 15 juillet 2003.

Pour le Cédant / Pour le Cessionnaire

A.M.M. Lammers / H.J.A. van Boxtel

Dans sa qualité de gérant de la Société, déclare accepter le présent contrat conformément à l'article 1690 du Code Civil

A.M.M. Lammers

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2003, réf. LSO-AG05754. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): Signature.

(041544.3/000/41) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2003.

ALBATROS PERFORMANCE MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 53.606.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2003

En date du 7 mai 2003, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice 2002 après le paiement d'un dividende de EUR 600.000,-
- de réélire Monsieur Antoine Gilson de Rouvieux, Monsieur Bruno Gausson et Maître Pierre Delandmeter en qualité d'Administrateurs pour un mandat d'un an, prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires en 2004
- de réélire la FIDUCIAIRE RENE MORIS, en qualité de Commissaire aux Comptes pour un mandat d'un an, prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires en 2004.

Luxembourg, le 8 mai 2003.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2003, réf. LSO-AG00132. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040676.3/1024/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

**LODH INVEST, LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST,
Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. LOMBARD ODIER INVEST).**

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 25.301.

In the year two thousand three, on the eleventh day of July.
Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Mersch (Luxembourg).

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of LOMBARD ODIER INVEST (the «Company» or LO INVEST), a Société d'Investissement à Capital Variable with its registered office at 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, incorporated under the denomination Mediterranean Fund by a deed of Maître Joseph Kerschen, then notary residing in Luxembourg-Eich, on 5 January 1987. Its Articles of Incorporation were published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 21 January 1987. The Articles of Incorporation were amended on 13 May 1988, 11 May 1989, 15 February 1994, 3 November 1997, 21 December 1998 and on 30 June 2000, as respectively published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 18 July 1988, 5 October 1989, 24 March 1994, 15 November 1997, 22 January 1999 and on 24 July 2000.

The meeting was opened with Ms Esther Boujard, attorney-at-law, residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary to the meeting Ms Anne-François Nemry, private employee, residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Ms Delphine Boutillier Du Retail, lawyer, residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

(i) The shareholders represented and the number of shares held by each of them are shown on the attendance list signed by the proxies of the shareholders represented and by the members of the bureau. The said list and proxies initialled *ne variatur* by the members of the bureau will be annexed to this document, to be registered with this deed.

(ii) This meeting has been convened by notices containing the agenda sent to each of the shareholders registered in the shareholders' register on 30 June 2003, and published in the Mémorial C, in the «Luxemburger Wort» and in «L'Echo» on 24 June 2003 and 2 July 2003 respectively.

(iii) It appears from the attendance list that out of three hundred and eighty-four million two hundred and ninety-seven thousand three hundred and fifty-four (384,297,354) shares in circulation, three hundred and ten million one hundred and six thousand five hundred and seventy-seven (310,106,577) shares are duly represented at this meeting and that consequently the meeting is regularly constituted and may validly decide on all items on the agenda.

The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1 Change of name of the Company

Art. 1 of the Articles of Incorporation of the Company shall be amended to read as follows:

«There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company («Société Anonyme») qualifying as a «société d'investissement à capital variable» («Sicav») under the name LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST, in short LODH INVEST. LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST and LODH INVEST may be used independently from each other.»

2 Deletion of all references to Luxembourg Francs

The second sentence of article 5 of the Articles of incorporation of the Company shall be amended to read as follows:

«The minimum capital of the Company shall be not less than the equivalent in Dollars of the United States of America (US \$) of Euros 1,239,467.62 (EUR).»

3 Issue of shares of several categories

A new paragraph shall be added at the end of Article 5 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The Board has the power within each Fund, to issue shares of several categories which may differ *inter alia*, in respect of their dividend policy, charging structures, hedging policies, investment minima, investor eligibility or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board may decide to issue. The Board may decide if and from what date shares of any such categories shall be offered for sale, those shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.»

4 Change of date of Annual General Meeting

This first sentence of article 10 of the Articles of incorporation of the Company shall be amended to read as follows:

«The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in May at 11:00 a.m.»

5 Changes to suspension events

Art. 22 (f) of the Articles of incorporation of the Company shall be amended to read as follows:

«upon publication of notice convening the general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company»

A new paragraph (g) under Article 22 of the Articles of incorporation of the Company is added in order to add a new suspension event in case of liquidation of a Fund. The new paragraph shall read as follows:

«upon decision taken by the Board to liquidate a Fund, on the day indicated in the notice, given in accordance with Article 28 of these Articles.»

6 Determination of Net Asset Value for categories of shares

The first paragraph of Article 23 of the Articles of incorporation of the Company shall be modified to read as follows:

«The Net Asset Value of each Share shall be expressed in the relevant Dealing Currency of each class and/or category as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company corresponding to such class and category less the liabilities of the Company, by the number of outstanding Shares in such class and category»

A new paragraph (f) shall be added under paragraph (e) of Article 23 D of the Articles of incorporation to read as follows:

«if there have been created, as provided in Article 5, within a class, categories of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such categories.»

7 Change of name of Investment Manager

The first sentence of Article 27 of the Articles of incorporation of the Company shall be amended to read as follows:

«The Company shall enter into an investment management agreement with LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE (JERSEY) LIMITED whereunder such company will act as Investment Manager to manage the portfolios of the Company».

8 Change of name of LOMBARD ODIER & CIE

The last paragraph of Article 17 of the Articles of incorporation shall be amended to read as follows:

«The term «personal interest», as used in the preceding sub-paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE & CIE or any direct or indirect affiliate of it or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.»

9 Miscellaneous

After having approved the foregoing, the meeting approves the following resolutions unanimously:

First resolution

The meeting decides to amend Article 1 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«There exists among the subscribers and all those who may become holders of shares, a company in the form of a limited liability company («Société Anonyme») qualifying as a «société d'investissement à capital variable» («Sicav») under the name LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST, in short LODH INVEST. LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST and LODH INVEST may be used independently from each other.»

Second resolution

The meeting decides to amend the second sentence of Article 5 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The minimum capital of the Company shall be not less than the equivalent in Dollars of the United States of America (US \$) of Euros 1,239,467.62 (EUR).»

Third resolution

The meeting decides to add at the end of Article 5 of the Articles of incorporation of the Company a new paragraph to read as follows:

«The Board has the power within each Fund, to issue shares of several categories which may differ inter alia, in respect of their dividend policy, charging structures, hedging policies, investment minima, investor eligibility or other specific features and which may be expressed in different currencies, as the Board may decide to issue. The Board may decide if and from what date shares of any such categories shall be offered for sale, those shares to be issued on the terms and conditions as shall be decided by the Board.»

Fourth resolution

The meeting decides to amend the first sentence of Article 10 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday in May at 11:00 a.m.»

Fifth resolution

The meeting decides to amend the paragraph (f) of Article 22 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«upon publication of notice convening the general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company.»

The meeting decides to add a new paragraph (g) under Article 22 of the Articles of incorporation of the Company. The new paragraph shall read as follows:

«upon decision taken by the Board to liquidate a Fund, on the day indicated in the notice, given in accordance with Article 28 of these Articles.»

Sixth resolution

The Meeting decides to amend the first paragraph of Article 23 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The Net Asset Value of each Share shall be expressed in the relevant Dealing Currency of each class and/or category as a per Share figure and shall be determined in respect of any Valuation Date by dividing the net assets of the Company, being the value of the assets of the Company corresponding to such class and category less the liabilities of the Company, by the number of outstanding Shares in such class and category»

The Meeting decides to add a new paragraph (f) under Article 23 D of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«If there have been created, as provided in Article 5, within a class, categories of shares, the allocations rules set forth above shall be applicable mutatis mutandis to such categories»

Seventh resolution

The meeting decides to amend the first sentence of Article 27 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The Company shall enter into an investment management agreement with LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE (JERSEY) LIMITED whereunder such company will act as Investment Manager to manage the portfolios of the Company»

Eighth resolution

The meeting decides to amend the last paragraph of Article 17 of the Articles of incorporation of the Company to read as follows:

«The term «personal interest», as used in the preceding sub-paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE & CIE or any direct or indirect affiliate of it or such other corporation or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.»

Evaluation of costs

The above named persons declare that the expenses, costs, fees and charges, of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, amount approximately to eight hundred Euros.

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le onze juillet.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de LOMBARD ODIER INVEST (la «Société» ou LO INVEST), une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, constituée à Luxembourg par acte du notaire Joseph Kerschen le 5 janvier 1987. Les Statuts de la Société ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 21 janvier 1987. Les Statuts furent modifiés le 13 mai 1988, le 11 mai 1989, le 15 février 1994, le 3 novembre 1997, le 21 décembre 1998 et le 30 juin 2000 et publiés respectivement au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations le 18 juillet 1988, le 5 octobre 1989, le 24 mars 1994, le 15 novembre 1997, le 22 janvier 1999 et le 24 juillet 2000.

L'assemblée est présidée par Mademoiselle Esther Boujard, avocat, demeurant à Luxembourg,

qui a désigné comme secrétaire de l'assemblée Mademoiselle Anne-François Nemry, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée a élu aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Delphine Boutillier Du Retail, juriste, demeurant à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant donc été constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'acter que:

(i) Les actionnaires présents et représentés et le nombre des actions détenues par chacun d'eux ont été renseignés sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, par les mandataires des actionnaires représentés et par le bureau de l'assemblée. Ladite liste sera enregistrée avec le présent acte et les procurations paraphées ne varientur par les membres du bureau seront annexées à ce document, pour être enregistrées avec le présent acte.

(ii) Cette assemblée a été convoquée par avis contenant l'agenda, envoyés à chaque actionnaire enregistré dans le registre des actionnaires en date du 30 juin 2003, et publié dans le Mémorial C, dans le «Luxemburger Wort» et dans «L'Echo», respectivement le 24 juin 2003 et le 2 juillet 2003.

(iii) Il résulte de ladite liste de présence que, des trois cent quatre-vingt-quatre millions deux cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent cinquante-quatre (384.297.354) actions en circulation, trois cent dix millions cent six mille cinq cent soixante-dix-sept (310.106.577) actions sont présentes ou dûment représentées à l'assemblée et que dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

(iv) L'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire est le suivant:

1 Changement de nom de la Société

L'Article 1^{er} des Statuts sera modifié. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous la forme d'une société anonyme d'investissement à capital variable («sicav») sous la dénomination de LOMBARD ODIER DARIER HENTSCHE INVEST, en abrégé, LODH INVEST. La dénomination sociale principale ainsi que la dénomination sociale abrégée peuvent être utilisées indépendamment l'une de l'autre.»

2 Suppression de toutes références au franc luxembourgeois

La deuxième phrase de l'Article 5 des Statuts sera modifiée. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«Le capital minimum de la Société sera au moins égal à la contre-valeur en Dollars des Etats Unis d'Amérique («US\$») de Euros 1.239.467,62 (EUR).»

3 Émission d'actions de plusieurs catégories

Le nouveau paragraphe qui suit sera ajouté à la fin de l'Article 5 des Statuts:

«Dans chaque Fonds, les Actions peuvent être divisées en plusieurs catégories qui peuvent, entre autre être différentes en fonction de leur politique de distribution de dividendes, structure de frais, politique de couverture des risques, minima d'investissement, conditions d'éligibilité des investisseurs ou autres caractéristiques spécifiques et qui peuvent être exprimées dans différentes devises, telles que déterminées par le Conseil. Le Conseil peut décider à tout moment d'offrir à la souscription des Actions de ces différentes catégories et l'émission se fait conformément aux conditions d'émission déterminées par le Conseil.»

4 Changement de date de l'assemblée générale ordinaire

La première phrase de l'article 10 des Statuts sera modifiée. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou en tout autre lieu désigné dans l'avis de convocation, le dernier jeudi du mois mai à onze (11.00) heures.»

5 Modifications des cas de suspension

L'article 22, paragraphe (f) des Statuts sera modifié. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«au jour de la publication de l'avis convoquant l'assemblée générale des actionnaires aux fins de décider de la liquidation de la Société»

Un nouveau paragraphe (g) sera ajouté à la fin de l'article 22 des Statuts afin d'autoriser une suspension en cas de liquidation d'un compartiment:

«dans le cas d'une décision des Administrateurs de la Société de liquider une classe, au jour indiqué dans l'avis, lequel aura été communiqué conformément à l'article 28 des statuts.»

6 Détermination de la valeur nette d'inventaire pour les catégories d'actions:

Le premier paragraphe de l'article 23 des Statuts sera modifié. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Action s'exprimera dans la Devise de Transaction concernée de chaque classe/catégorie, en un chiffre par Action, et sera déterminée à chaque Date d'Evaluation, en divisant les actifs nets de la Société, constitués par la valeur des actifs de la Société correspondant à chaque fonds et catégorie d'Actions moins les engagements de la Société, par le nombre d'Actions émises dans une telle classe et catégorie.»

Le nouveau paragraphe (f) qui suit sera ajouté à la fin de l'article 23 D des Statuts:

«si, au sein d'une classe, des catégories d'actions sont créées, conformément à l'article 5 des statuts, les règles d'allocation susmentionnées s'appliqueront mutatis mutandis à ces catégories d'actions.»

7 Changement de nom du Gérant

La première phrase de l'Article 27 des Statuts de la Société sera modifiée. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«La Société conclura un contrat de gestion avec LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH (JERSEY) LIMITED, aux termes duquel cette société assumera la gestion des portefeuilles de la Société.»

8 Changement de nom de LOMBARD ODIER & CIE

Le dernier paragraphe de l'Article 17 des Statuts sera modifié. Sa nouvelle teneur sera la suivante:

«Le terme «intérêt personnel», tel qu'employé dans la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH & CIE et ses sociétés directement ou indirectement affiliées ou toute autre société ou entité qui sera déterminée discrétionnairement par le Conseil de temps à autre.»

9 Divers

Après avoir approuvé ce qui précède, l'assemblée approuve les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'Article 1^{er} des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société sous la forme d'une société anonyme d'investissement à capital variable («sicav») sous la dénomination de LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH INVEST, en abrégé; LODH INVEST. La dénomination sociale principale ainsi que la dénomination sociale abrégée peuvent être utilisées indépendamment l'une de l'autre.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier la deuxième phrase de l'Article 5 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital minimum de la Société sera au moins égal à la contre-valeur en Dollars des Etats Unis d'Amérique («US\$») de Euros 1.239.467,62 (EUR).»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'ajouter un nouveau paragraphe à la fin de l'Article 5 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Dans chaque Fonds, les Actions peuvent être divisées en plusieurs catégories qui peuvent, entre autre, être différentes en fonction de leur politique de distribution de dividendes, structure de frais, politique de couverture des risques, minima d'investissement, conditions d'éligibilité des investisseurs ou autres caractéristiques spécifiques et qui peuvent être exprimées dans différentes devises, telles que déterminées par le Conseil. Le Conseil peut décider à tout moment d'offrir à la souscription des Actions de ces différentes catégories, et l'émission se fait conformément aux conditions d'émission déterminées par le Conseil.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier la première phrase de l'Article 10 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou en tout autre lieu désigné dans l'avis de convocation, le dernier jeudi du mois mai à onze (11.00) heures.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier le paragraphe (f) de Article 22 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«au jour de la publication de l'avis convoquant l'assemblée générale des actionnaires aux fins de décider de la liquidation de la Société»

L'assemblée décide d'ajouter un nouveau paragraphe (g) sous l'Article 22 des Statuts. Le nouveau paragraphe aura la teneur suivante:

«dans le cas d'une décision des Administrateurs de la Société de liquider une classe, au jour indiqué dans l'avis, lequel aura été communiqué conformément à l'article 28 des statuts»

Sixième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier paragraphe de l'Article 23 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La Valeur Nette d'Inventaire de chaque Action s'exprimera dans la Devise de Transaction concernée de chaque classe/catégorie, en un chiffre par Action, et sera déterminée à chaque Date d'Évaluation, en divisant les actifs nets de la Société, constitués par la valeur des actifs de la Société correspondant à chaque fonds et catégorie d'Actions moins les engagements de la Société, par le nombre d'Actions émises dans une telle classe et catégorie.»

L'assemblée décide d'ajouter un nouveau paragraphe (f) à la fin de l'Article 23 D des Statuts. Le nouveau paragraphe aura la teneur suivante:

«si, au sein d'une classe, des catégories d'actions sont créées conformément à l'article 5 des statuts, les règles d'allocation susmentionnées s'appliqueront mutatis mutandis à ces catégories d'actions.»

Septième résolution

L'assemblée décide de modifier la première phrase de l'Article 27 des Statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

«La Société conclura un contrat de gestion avec LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH (JERSEY) LIMITED, aux termes duquel cette société assumera la gestion des portefeuilles de la Société.»

Huitième résolution

L'assemblée décide de modifier le dernier paragraphe de l'Article 17 des Statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le terme «intérêt personnel», tel qu'employé dans la phrase qui précède, ne s'appliquera pas aux relations ou aux intérêts qui pourront exister de quelque manière, en quelque qualité, ou à quelque titre que ce soit, en rapport avec LOMBARD ODIER DARIER HENTSCH & CIE et ses sociétés directement ou indirectement affiliées ou toute autre société ou entité qui sera déterminée discrétionnairement par le Conseil de temps à autre.»

Evaluation des frais

Les personnes nommées ci-dessus déclarent que les frais, dépenses, honoraires ou charges, de quelque nature que ce soit, qui seront supportés par la Société comme conséquence de cet acte, sont estimés à huit cents Euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en anglais suivi d'une version française. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: E. Boujard, A.F. Nemry, D. Boutillier Du Retail, H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 14 juillet 2003, vol. 424, fol. 95, case 12. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 18 juillet 2003.

H. Hellinckx.

(046351.3/242/306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 août 2003.

ECM REAL ESTATE INVESTMENT A.G., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 15, rue de la Chapelle.

R. C. Luxembourg B 65.153.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2003, réf. LSO-AG02941, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juillet 2003.

Signature.

(039999.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

ELITE MODEL MANAGEMENT LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.
R. C. Luxembourg B 73.844.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une décision des associés datée du 28 juillet 2003 prise en conformité avec l'article 14 des statuts et des articles 193 et 194 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, que Monsieur Christian Larpin, économiste, demeurant 10, place de la Taconnerie, 1204 Genève, Suisse, a été nommé gérant pour une durée indéterminée en remplacement de Monsieur François Brouxel, démissionnaire.

Pour extrait

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 31 juillet 2003, réf. LSO-AG08867. – Reçu 14 euros.

Le Releveur (signé): D. Hartmann.

(044902.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} août 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 60.548.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 1997, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05473, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040992.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 60.548.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05472, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040991.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 60.548.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05471, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040988.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 60.548.

—
Le bilan de la société au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05470, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040987.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 60.548.

Le bilan de la société au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05468, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040984.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 39, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 60.548.

Le bilan de la société au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05466, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

(040981.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

LE MONTI HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R. C. Luxembourg B 60.548.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 18 juin 2003 que:

- ont été élus aux fonctions d'administrateurs en remplacement des anciens administrateurs pour un terme de six ans:

* Monsieur Mirko von Restorff, directeur général, avec domicile professionnel à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet

* Madame Claudine Goedert, employée de banque, avec domicile professionnel à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet

* Monsieur Stefan Justinger, directeur général, avec domicile professionnel à L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet

- a été élue aux fonctions de commissaire aux comptes pour un terme de six ans:

* INTERAUDIT, S.à r.l., avec siège social à L-1511 Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie

- le siège social de la société a été transféré du 39, boulevard Joseph II à L-1840 Luxembourg au 4, rue Jean Monnet à L-2180 Luxembourg

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 17 juillet 2003, réf. LSO-AG05465. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040979.3/304/25) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 92.651.

—
In the year two thousand and three, on the first of April.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., a Société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered address at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register, under Section B, number 73.612.

here represented by Mr Jean-Marc Ueberecken, LL.M., residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in Luxembourg, on 1 April 2003.

Said proxy, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy holder appointed Mr Patrick Van Hees, lawyer, residing in Messancy, Belgium, as secretary of the deed.

Such appearing party is the sole member of VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 92.651, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 12 March 2003, not yet published (hereafter «the Company»).

The appearing party representing the entire share capital took the following resolutions:

First resolution

The sole member decided to increase the share capital from its current value of fifteen thousand US Dollars (USD 15,000.-) up to one billion four hundred seventy-three million three hundred thirty-eight thousand US Dollars (USD 1,473,338,000.-) through the issue of one million four hundred seventy-three thousand three hundred twenty-three (1,473,323) shares, having a par value of one thousand US Dollars (USD 1,000.-) each.

All of the one million four hundred seventy-three thousand three hundred twenty-three (1,473,323) shares have been subscribed by VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 73.612, at a total price of fourteen billion seven hundred thirty-three million two hundred twenty-four thousand thirteen US Dollars (USD 14,733,224,013.-) out of which:

- one billion four hundred seventy-three million three hundred twenty-three thousand US Dollars (USD 1,473,323,000.-) have been allocated to the share capital, and,
- thirteen billion two hundred fifty-nine million nine hundred one thousand thirteen US Dollars (USD 13,259,901,013.-) have been allocated to the share premium.

Second resolution

Following the issue of the one million four hundred seventy-three thousand three hundred twenty-three (1,473,323) new shares, said issued shares have been fully paid up through a contribution in kind consisting of a fraction of a simultaneous split contribution of all the assets and liabilities of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., prenamed, nothing withheld or excepted, as provided for in Article 4-1 of the law of 29 December 1971, as modified by the law of 3 December 1986, which provides for capital duty exemption.

A parallel simultaneous contribution of the remaining part of all its assets and liabilities was done by VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. to VODAFONE LUXEMBOURG 4 S.à r.l., a company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, and recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number [pending].

Description of all the assets and liabilities

The assets and liabilities of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. contain:

Assets: VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l.

- a partnership interest of 99.989001 percent in VODAFONE US PARTNERS, a partnership organized and existing under the laws of the State of Delaware, together with any and all right, title and interest of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. in the partnership property relating to VODAFONE US PARTNERS under applicable Delaware law, which property includes, without limitation, five hundred ninety-seven million three hundred seventy-nine thousand seven hundred twenty-nine (597,379,729) shares in VODAFONE AMERICAS INC., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, U.S.A., with registered office at CSC - The Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, U.S.A., recorded with the Companies' Register under number 2408157, and cash on placement with VODAFONE FINANCE LIMITED, a company incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at Vodafone House, The Connection, Newbury, Berkshire, RG14 2FN, England, recorded with the Companies' Register under number 3032761, of an amount of five million fifty four thousand eight hundred seventy two US dollars (USD 5,054,872.-);

- four thousand five hundred sixty-four (4,564) shares with a par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) per share of VODAFONE LUXEMBOURG 3, S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 73.614;

- its rights and obligations under four Revolving Credit Facility Agreements with VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 83.088, under which VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., as borrower, has drawn down a total of twenty million euros (EUR 20,000,000.-), being the maximum amount of five million euros (EUR 5,000,000.-) which can be drawn down under each facility agreement;

- loan note receivables of fourteen billion five hundred million US dollars (USD 14,500,000,000.-), plus interest accrued thereon of two hundred nine million eight hundred twenty-two thousand three hundred seventy-three US dollars (USD 209,822,373.-), owed by VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., a company organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 92.651,

VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. Liabilities

- all the contingent liabilities and obligations of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. with respect to its partnership interest in VODAFONE US PARTNERS including the partnership debt relating to VODAFONE US PARTNERS under applicable Delaware law, which debt includes, without limitation, a debt owed to VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l. of an amount of fourteen billion five hundred million US dollars (USD 14,500,000,000.-) plus accrued interest of two hundred nine million eight hundred twenty-two thousand three hundred seventy-three US dollars (USD 209,822,373) and administrative fees owed to VODAFONE AMERICAS INC. of an amount of one hundred twelve thousand one hundred fifty-five US dollars (USD 112,155.-);

- a tax liability of an amount of three million nine hundred thirty-four thousand nine hundred fourteen euros (EUR 3,934,914.-).

- its rights and obligations under two Revolving Credit Facility Agreements with VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l., a company organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 79.256 under which VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. owes a total amount of seven hundred thirty thousand seven hundred thirty-four euros (EUR 730,734) to VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l.

All the assets and liabilities of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. are documented in a balance sheet dated as of today, which shall remain attached to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Description of the contribution to the Company

The contribution made by VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. against the issuance of shares in the Company represents a fraction of all of its assets and liabilities, composed of:

Assets:

- four thousand five hundred sixty-four (4,564) shares with a par value of one thousand euros (EUR 1,000.-) per share of VODAFONE LUXEMBOURG 3, S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 73.614;

- its rights and obligations under four Revolving Credit Facility Agreements with VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., a société à responsabilité limitée organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 83.088, under which VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., as borrower, has drawn down a total of twenty million euros (EUR 20,000,000.-), being the maximum amount of five million euros (EUR 5,000,000.-) which can be drawn down under each facility agreement;

- loan note receivables of fourteen billion five hundred million US dollars (USD 14,500,000,000.-), plus interest accrued thereon of two hundred nine million eight hundred twenty-two thousand three hundred seventy-three US dollars (USD 209,822,373.-), owed by VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., a company organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 92.651.

Liabilities:

- a tax liability of an amount of three million nine hundred thirty-four thousand nine hundred fourteen euros (EUR 3,934,914.-);

- its rights and obligations under two Revolving Credit Facility Agreements with VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l., a company organized and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 79.256 under which VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. owes a total amount of seven hundred thirty thousand seven hundred thirty-four euros (EUR 730,734.-) to VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l.

However, if it were to be shown that VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. had further liabilities of any kind whatsoever, such liabilities shall be contributed to the Company.

Has been produced to the undersigned notary the proof of the existence and of the total value of the contribution of thirteen billion seven hundred fifty-nine million eighty-one thousand seventy-three euros (EUR 13,759,081,073), equivalent to fourteen billion seven hundred thirty-three million two hundred twenty-four thousand thirteen US Dollars (USD 14,733,224,013.-).

Description of the contribution to VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l.

The remaining assets and liabilities of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. have been simultaneously contributed to VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l. and are composed of:

Assets

- a partnership interest of 99.989001 percent in VODAFONE US PARTNERS, a partnership organized and existing under the laws of the State of Delaware, together with any and all right, title and interest of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. in the partnership property relating to Vodafone US Partners under applicable Delaware law, which property includes, without limitation, five hundred ninety-seven million three hundred seventy-nine thousand seven hundred twenty-nine (597,379,729) shares in VODAFONE AMERICAS INC., a company incorporated under the laws of the State of Delaware, U.S.A., with registered office at CSC - The Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, U.S.A., recorded with the Companies' Register under number 2408157, and cash on placement with Vodafone Finance Limited, a company incorporated under the laws of England and Wales, with registered office at Vodafone House, The Connection, Newbury, Berkshire, RG14 2FN, England, recorded with the Companies' Register under number 3032761, of an amount of five million fifty four thousand eight hundred seventy-two US dollars (USD 5,054,872.-).

Liabilities

- all the contingent liabilities and obligations of VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. with respect to its partnership interest in VODAFONE US PARTNERS including the partnership debt relating to VODAFONE US PARTNERS under applicable Delaware law, which debt includes, without limitation, a debt owed to VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l. of an amount of fourteen billion five hundred million US dollars (USD 14,500,000,000.-) plus accrued interest of two hundred nine million eight hundred twenty-two thousand three hundred seventy-three US dollars (USD 209,822,373) and administrative fees owed to VODAFONE AMERICAS INC. of an amount of one hundred twelve thousand one hundred fifty-five US dollars (USD 112,155.-).

Third resolution

As a consequence of the above resolutions, article 6 of the Articles of Incorporation of the Company was amended and now reads as follows:

«Art. 8.

The Company's share capital is set at one billion four hundred seventy-three million three hundred thirty-eight thousand US Dollars (USD 1,473,338,000.-) represented by one million four hundred seventy-three thousand three hundred thirty-eight (1,473,338) shares with a par value of one thousand US Dollars (USD 1,000.-) each.»

Capital duty exemption request

Considering that the present deed documents an increase of the subscribed share capital of a Luxembourg company partly by a contribution in kind consisting of all the assets and liabilities of a company having its registered office in an European Union Member State, carried out simultaneously, nothing withheld or excepted, to the Company and VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l., the Company requests under Article 4-1 of the law of 29 December 1971, as modified by the law of 3 December 1986, exemption from the capital duty.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the persons appearing known to the notary by their name, first name, civil status and residence, these persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le premier avril,

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., une société constituée selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, avec siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg, sous la Section B, numéro 83.088.

ici représentée par M. Jean-Marc Ueberecken, LL.M., demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, en date du 1^{er} avril 2003.

La procuration signée ne varietur par le comparant et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le mandataire a désigné Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en tant que secrétaire de l'acte.

Le comparant est le seul associé de VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 92651, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 12 mars 2003, non encore publié (ci-après «la Société»).

Le comparant, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé d'augmenter le capital social de sa valeur actuelle de quinze mille US Dollars (USD 15.000) jusqu'à un milliard quatre cent soixante-treize millions trois cent trente-huit mille US Dollars (USD 1.473.338.000,-) par l'émission de un million quatre cent soixante-treize mille trois cent vingt-trois (1.473.323) parts sociales, ayant une valeur nominale de mille US Dollars (USD 1.000,-) chacune.

L'intégralité des un million quatre cent soixante-treize mille trois cent vingt-trois (1.473.323) parts sociales a été souscrite par VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, avec siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B numéro 73.612, à un prix total de quatorze milliards sept cent trente-trois millions deux cent vingt-quatre mille treize US Dollars (USD 14.733.224.013,-) dont:

- un milliard quatre cent soixante-treize millions trois cent vingt-trois mille US Dollars (USD 1.473.323.000,-) ont été alloués au capital social; et,
- treize milliards deux cent cinquante-neuf millions neuf cent un mille treize US Dollars (USD 13.259.901.013,-) ont été alloués à la prime d'émission.

Deuxième résolution

Suite à l'émission des un million quatre cent soixante-treize mille trois cent vingt-trois (1.473.323) nouvelles parts sociales, lesdites parts sociales souscrites ont été entièrement libérées par une fraction d'un apport en nature scindé et simultané de tous les actifs et passifs de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., préqualifiée, rien réservé ni excepté, tel que défini à l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, qui prévoit l'exonération du droit d'apport.

En parallèle, le reste de tous les actifs et passifs de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. a été apporté simultanément à VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l., société constituée et existant selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la Section B, numéro 92.651.

Description des actifs et passif

Les actifs et passif de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. comprennent:

Actifs de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l.:

- une participation de 99,989001 pour cent dans VODAFONE US PARTNERS, une association en nom collectif créée et existant selon les lois de l'état du Delaware, ainsi que tous droits, titres et intérêts de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. dans toute propriété de l'association en nom collectif en relation avec VODAFONE US PARTNERS selon la loi de l'état du Delaware, parmi laquelle, sans limitation, cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions trois cent soixante dix-neuf mille sept cent vingt-neuf (597.379.729) actions de VODAFONE AMERICAS INC., une société constituée selon les lois de l'état du Delaware, U.S.A., ayant son siège social à CSC - The Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, U.S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 2408157, et le placement d'un montant de cinq millions cinquante-quatre mille huit cent soixante-douze US Dollars (USD 5.054.872,-) auprès de VODAFONE FINANCE LIMITED, une société constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galle, ayant son siège social à Vodafone House, The Connection, Newbury, Berkshire, RG14 2FN, Royaume-Uni, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 3032761;

- quatre mille cinq cent soixante-quatre (4.564) parts sociales, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, détenues dans VODAFONE LUXEMBOURG 3, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 73.614;

- ses droits et obligations inscrits dans quatre accords de crédit documentaire renouvelable avec VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 83.088, en vertu desquels VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., en tant que bénéficiaire de la facilité de crédit, a tiré un montant total de vingt millions d'euros (EUR 20.000.000,-), représentant le maximum pouvant être tiré de chacune des facilités de crédit de cinq millions d'euros (EUR 5.000.000,-);

- le principal dû par VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 92.651, au titre d'un contrat de prêt d'un montant de quatorze milliards cinq cent millions euros (EUR 14.500.000.000,-), augmenté des intérêts cumulés de deux cent neuf millions huit cent vingt-deux mille trois cent soixante-treize US Dollars (USD 209.822.373,-).

Passif de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l.:

- l'ensemble des éléments contingents de passif et des obligations de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. au regard de sa participation dans VODAFONE US PARTNERS comprenant tout passif de l'association en nom collectif selon la loi du Delaware, et notamment, sans limitation, une dette d'un montant de quatorze milliards cinq cent millions d'euros (EUR 14.500.000.000,-), augmenté des intérêts cumulés de deux cent neuf millions huit cent vingt-deux mille trois cent soixante-treize US Dollars (USD 209.822.373,-) à l'égard de VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l. et des frais admi-

nistratifs s'élevant à cent douze mille cent cinquante-cinq US Dollars (USD 112.155) dus à VODAFONE AMERICAS INC.;

- une dette fiscale s'élevant à trois millions neuf cent trente-quatre mille neuf cent quatorze euros (EUR 3.934.914,-);
- ses droits et obligations inscrits dans deux accords de crédit documentaire renouvelable avec VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 79.256, en vertu desquels Vodafone Luxembourg S.à r.l. doit un montant de sept cent trente mille sept cent trente-quatre euros (EUR 730.734,-) à VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l.

La totalité du patrimoine de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. est documentée dans un bilan daté de ce jour, qui restera annexé au présent acte pour être soumis avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Description de l'apport à la Société

L'apport fait par VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. en échange de l'émission de parts sociales de la Société représente une fraction de tous les actifs et passifs de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l., et se compose de:

Actifs:

- quatre mille cinq cent soixante-quatre (4.564) parts sociales, d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, détenues dans VODAFONE LUXEMBOURG 3, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 73.614;

- ses droits et obligations inscrits dans quatre accords de crédit documentaire renouvelable avec VODAFONE INTERNATIONAL 1 S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 83.088, en vertu desquels VODAFONE INTERNATIONAL 1, S.à r.l., en tant que bénéficiaire de la facilité de crédit, a tiré un montant total de vingt millions d'euros (EUR 20.000.000,-), représentant le maximum pouvant être tiré de chacune des facilités de crédit de cinq millions d'euros (EUR 5.000.00,-);

- le principal dû par VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 92.651, au titre d'un contrat de prêt d'un montant de quatorze milliards cinq cent millions d'euros (EUR 14.500.000.000,-), augmenté des intérêts cumulés de deux cent neuf millions huit cent vingt-deux mille trois cent soixante-treize US Dollars (USD 209.822.373,-).

Passifs:

- une dette fiscale s'élevant à trois millions neuf cent trente-quatre mille neuf cent quatorze euros (EUR 3.934.914,-);
- ses droits et obligations inscrits dans deux accords de crédit documentaire renouvelable avec VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l., une société constituée et existant sous les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 79.256, en vertu desquels VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. doit un montant de sept cent trente mille sept cent trente-quatre euros (EUR 730.734) à VODAFONE INVESTMENTS LUXEMBOURG, S.à r.l.

Cependant, au cas où il serait démontré que VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. était débiteur d'autres obligations quelconques, celles-ci seront apportées à la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur totale de l'apport de treize milliards sept cent cinquante-neuf millions quatre-vingt un mille soixante-treize euros (EUR 13.759.081.073,-), équivalent à quatorze milliards sept cent trente-trois millions deux cent vingt-quatre mille treize US Dollars (USD 14.733.224.013,-) a été apportée au notaire soussigné.

Description de l'apport à VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l.

Le reste des actifs et passif de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. a fait l'objet d'un apport simultané à VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l. et se compose de:

Actifs:

- une participation de 99,989001 pour cent dans VODAFONE US PARTNERS, une association en nom collectif créée et existant selon les lois de l'état du Delaware, ainsi que tous droits, titres et intérêts de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. dans toute propriété de l'association en nom collectif en relation avec VODAFONE US PARTNERS selon la loi de l'état du Delaware, parmi laquelle, sans limitation, cinq cent quatre-vingt-dix-sept millions trois cent soixante dix-neuf mille sept cent vingt-neuf (597.379.729) actions de VODAFONE AMERICAS INC., une société constituée selon les lois de l'état du Delaware, U.S.A., ayant son siège social à CSC - The Corporation Service Company, 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19808, U.S.A., inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 2408157, et le placement d'un montant de cinq millions cinquante-quatre mille huit cent soixante-douze US Dollars (USD 5.054.872,-) auprès de VODAFONE FINANCE LIMITED, une société constituée selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galle, ayant son siège social à Vodafone House, The Connection, Newbury, Berkshire, RG14 2FN, Royaume-Uni, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro 3032761.

Passif:

- l'ensemble des éléments contingents de passif et des obligations de VODAFONE LUXEMBOURG, S.à r.l. au regard de sa participation dans VODAFONE US PARTNERS comprenant tout passif de l'association en nom collectif selon la loi du Delaware, et notamment, sans limitation, une dette d'un montant de quatorze milliards cinq cent millions d'euros (EUR 14.500.000.000,-), augmenté des intérêts cumulés de deux cent neuf millions huit cent vingt-deux mille trois cent soixante-treize US Dollars (USD 209.822.373,-) à l'égard de VODAFONE LUXEMBOURG 5, S.à r.l. et des frais administratifs s'élevant à cent douze mille cent cinquante-cinq US Dollars (USD 112.155,-) dus à VODAFONE AMERICAS INC.

Troisième résolution

A la suite des résolutions précédentes, l'article 6 des statuts de la Société a été modifié et a désormais la teneur suivante:

«Art. 8.

Le capital social est fixé à la somme de un milliard quatre cent soixante treize millions trois cent trente-huit mille US Dollars (USD 1.473.338.000,-) représenté par un million quatre cent soixante-treize mille trois cent trente-huit (1.473.338) parts sociales, ayant une valeur de mille US Dollars (USD 1.000,-) chacune.»

Requête en exonération du droit d'apport

Compte tenu du fait que le présent acte documente une augmentation du capital social d'une société luxembourgeoise partiellement par apport en nature de la totalité du patrimoine actif et passif d'une société ayant son siège dans un pays membre de la Communauté Européenne, exécutée simultanément, rien réservé ni excepté, à la Société et à VODAFONE LUXEMBOURG 4, S.à r.l., la Société requiert sur base de l'article 4-1 de la loi du 29 décembre 1971, telle que modifiée par la loi du 3 décembre 1986, l'exonération du droit d'apport.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: P. Van Hees, J.-M. Ueberecken, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 9 avril 2003, vol. 16CS, fol. 100, case 2. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 mai 2003.

J. Elvinger.

(038571.3/211/344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2003.

ASPEN GROVE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 79.695.

In the year two thousand three, on the second of June.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of ASPEN GROVE HOLDING S.A., a société anonyme having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of the undersigned notary, on 15th of December 2000, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations number 573, on July 26th, 2001 (hereinafter referred to as «the Company»).

The meeting was opened by Me Guillaume Tryhoen, attorney-at-law, residing in Luxembourg, being in the chair, who appointed as secretary Mr Benoit Tassigny, lawyer, residing in Nothomb (Belgium), the meeting elected as scrutineer Mrs Annick Braquet, private employee, residing in Chantemelle (Belgium).

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. Increase of the share capital of the Company by one million three hundred thousand American dollars (USD 1,300,000.-) in order to bring the share capital from its current amount of five million sixty thousand American dollars (USD 5,060,000.-) up to six million three hundred sixty thousand American dollars (USD 6,360,000.-) by the issuance of six hundred fifty thousand (650,000) new ordinary shares without issue premium, all shares having a nominal value of two American dollars (USD 2.-); and,

2. Subsequent modification of the provisions of Article 5.1 of the articles of incorporation of the Company.

II. The shareholders present or represented, the proxyholder of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxyholder of the represented shareholders, the bureau of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting resolves to increase the share capital by an amount of one million three hundred thousand American dollars (USD 1,300,000.-) in order to bring the share capital from its current amount of five million sixty thousand American dollars (USD 5,060,000.-) up to six million three hundred sixty thousand American dollars (USD 6,360,000.-) by the issuance of six hundred fifty thousand (650,000) new ordinary shares without issue premium, all shares having a nominal value of two American dollars (USD 2.-).

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon appeared the current shareholders of the Company:

- Mrs. Vera Lucia Serra Ribeiro, director, residing at Edificio Torres del Puerto, Apartamento 901, Torre A, Pasaje Continuacion Echevarriaza no. 3535, Pocitos, Montevideo, 11200 Uruguay;

- Mr Pedro Luiz Ribeiro, director, residing at Edificio Torres del Puerto, Apartamento 901, Torre A, Pasaje Continuacion Echevarriaza no. 3535, Pocitos, Montevideo, 11200 Uruguay;

all here represented by Me Guillaume Tryhoen, prenamed, by virtue of two proxies established on April 9th, 2003.

The two current shareholders, represented as stated hereabove, have declared to subscribe for the newly issued shares as indicated below:

- Mrs. Vera Lucia Serra Ribeiro, prenamed, subscribes for six hundred seventeen thousand five hundred (617,500) new ordinary shares;

- Mr Pedro Luiz Ribeiro, prenamed, subscribes for thirty-two thousand five hundred (32,500) new ordinary shares.

All the shares have been fully paid-up in cash, so that the amount of one million three hundred thousand American dollars (USD 1,300,000.-) is from now on at the disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary by a bank certificate.

Second resolution

The general meeting resolves to amend Article 5.1 (Capital) of the Articles of Association, which will henceforth have the following wording:

«The subscribed capital of the Corporation is set at USD 6,360,000.- (six million three hundred sixty thousand US dollars) divided into 3,180,000 (three million one hundred eighty thousand) ordinary shares all with a par value of USD 2.- (two US Dollars) per share.»

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

For the purpose of registration, the amount of one million three hundred thousand American dollars (USD 1,300,000.-) is valued at ...

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present increase of capital, is approximately fifteen thousand Euros (15,000.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le deux juin.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ASPEN GROVE HOLDING S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée par acte du notaire instrumentant en date du 15 décembre 2000, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations numéro 573 en date du 26 juillet 2001 (ci-après «la Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Maître Guillaume Tryhoen, avocat, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Monsieur Benoit Tassigny, juriste, demeurant à Nothomb (Belgique),

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à Chantemelle (Belgique).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital social d'un montant de un million trois cent mille dollars américains (USD 1.300.000,-) pour le porter de cinq millions soixante mille dollars américains (USD 5.060.000,-) à six millions trois cent soixante mille dollars américains (USD 6.360.000,-) par l'émission de six cent cinquante mille (650.000) actions nouvelles ordinaires, toutes ayant une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2.). Les actions nouvelles sont émises sans prime d'émission; et,

2. Modification subséquente des dispositions de l'article 5.1 des statuts de la Société.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, le mandataire des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, le mandataire des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par le comparant les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, celle-ci prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social d'un montant de un million trois cent mille dollars américains (USD 1.300.000,-) pour le porter de cinq millions soixante mille dollars américains (USD 5.060.000,-) à six millions trois cent soixante mille dollars américains (USD 6.360.000,-) par l'émission de six cent cinquante mille (650.000) actions nouvelles ordinaires, toutes ayant une valeur nominale de deux dollars américains (USD 2,-). Les actions nouvelles sont émises sans prime d'émission.

Intervention - Souscription - Libération

Sont alors intervenus les actionnaires actuels de la Société:

- Madame Vera Lucia Serra Ribeiro, administratrice, demeurant à Edificio Torres del Puerto, Apartamento 901, Torre A, Pasaje Continuacion Echevarriaza n° 3535, Pocitos, Montevideo, 11200 Uruguay;

- Monsieur Pedro Luiz Ribeiro, administrateur, demeurant à Edificio Torres del Puerto, Apartamento 901, Torre A, Pasaje Continuacion Echevarriaza n° 3535, Pocitos, Montevideo, 11200 Uruguay;

Tous représentés par Maître Guillaume Tryhoen, prénommé, en vertu de deux procurations établies le 9 avril 2003.

Les deux actuels actionnaires, représentés comme dit-est, ont déclaré souscrire aux actions nouvellement émises comme indiqué ci-dessous:

- Madame Vera Lucia Serra Ribeiro, prénommée, souscrit pour six cent dix-sept mille cinq cents (617.500) actions nouvelles ordinaires;

- Monsieur Pedro Luiz Ribeiro, prénommé, souscrit pour trente-deux mille cinq cents (32.500) actions nouvelles ordinaires.

Toutes les actions ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de un million trois cent mille dollars américains (USD 1.300.000,-) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont preuve a été apportée au notaire instrumentant, au moyen d'un certificat bancaire.

Seconde résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'Article 5.1 (Capital) des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le capital souscrit de la Société est fixé à USD 6.360.000,- (six millions trois cent soixante mille Dollars américains) divisé en USD 3.180.000 (trois millions cent quatre-vingt mille) actions ordinaires toutes ayant une valeur nominale de USD 2,- (deux Dollars américains).»

N'ayant plus rien à l'ordre du jour, l'assemblée est clôturée.

Frais

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de l'augmentation de capital, savoir de un million trois cent mille dollars américains (USD 1.300.000,-), est évaluée à

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société à raison de la présente augmentation de capital est évalué à environ quinze mille Euros (15.000,- EUR).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Tryhoen, B. Tassigny, A. Braquet, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2003, vol. 18CS, fol. 1, case 2. – Reçu 11.137,77 euros.

Le Receveur ff. (signé): T. Kirsch.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2003.

G. Lecuit.

(040682.3/220/143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

ASPEN GROVE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 79.695.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 juillet 2003.

G. Lecuit.

(040684.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

HYDROKLIMA INDUSTRIES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 80.632.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2003, réf. LSO-AG01893, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

HYDROKLIMA INDUSTRIES S.A.

A. de Bernardi / G. Diederich

Administrateurs

(040062.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

TECHNOBLUE HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 73.187.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2003, réf. LSO-AG01895, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

TECHNOBLUE HOLDING S.A.

A. de Bernardi / M.-F. Ries-Bonani

Administrateurs

(040066.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

PANDORA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 72.118.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2003, réf. LSO-AG01895, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

PANDORA HOLDING S.A.

J.-M. Heitz / V. Arno

Administrateurs

(040068.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

ALBATROS PERFORMANCE, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 40.043.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2003

En date du 7 mai 2003, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice 2002
- de réélire Monsieur Bruno Gausson, Maître Pierre Delandmeter, Monsieur Antoine Gilson de Rouvieux et Monsieur Hans-Willem Van Tuyl Van Serooskerken, en qualité d'Administrateur pour un mandat d'un an, prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires en 2004
- de réélire ERNST & YOUNG S.A. en qualité de Réviseur d'Entreprises pour un mandat d'un an, prenant fin lors de la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires en 2004.

Luxembourg, le 8 mai 2003.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 1^{er} juillet 2003, réf. LSO-AG00128. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040678.3/1024/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

CARERA S.A., Société Anonyme.

Registered office: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 82.310.

In the year two thousand three, on the twenty-eighth of May.

Before the undersigned Maître Gérard Lecuit, notary public residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of shareholders of CARERA S.A., a société anonyme, having its registered office in Luxembourg, constituted by a deed of the undersigned notary, on May 17, 2001, published in the *Mémorial*, Recueil C number 1144 of December 11, 2001.

The meeting was opened by Mr José Correia, accountant, residing in F-Longwy, being in the chair,

who appointed as secretary Mrs Annick Braquet, private employee, residing in B-Chantemelle,

The meeting elected as scrutineer Miss Séverine Canova, lawyer, residing in F-Thionville.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state that:

I. The agenda of the meeting is the following:

1. To increase the subscribed capital of CARERA S.A. with an amount of EUR 1,353,700.-; thus increasing the subscribed capital from its present amount of EUR 31,000.- up to an amount of EUR 1,384,700.-;

2. To issue 13,537 additional shares, having the same rights and obligations as the shares already existing, thus increasing the number of issued shares up to 13,847;

3. To accept the subscription of the newly issued 13,537 shares by CARERA HOLDING INC, for a total amount of EUR 1,353,700.- by the conversion into capital of the shareholder advance for an amount of EUR 1,353,782.32 the EUR 82,32 representing a share premium.

4. To amend the article 5 of the Articles of the Association.

5. Miscellaneous

II. The shareholders present or represented, the proxy holders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders, the board of the meeting and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed.

The proxies of the represented shareholders will also remain annexed to the present deed.

III. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation are present or represented at the present general meeting, so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

After the foregoing has been approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to increase the subscribed capital by one million three hundred and fifty-three thousand seven hundred Euros (1,353,700.- EUR) to bring it from its present amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) to one million three hundred and eighty-four thousand seven hundred Euros (1,384,700.- EUR) by the issuing of thirteen thousand five hundred and thirty-seven (13,537) new shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Subscription - Payment

The minority shareholder having waived its preferential subscription right, thereupon, CARERA HOLDINGS INC, having its registered office in C/O ALFARO. FERRER & RAMIREZ (BVI) Ltd. R.G. Hodge Plaza, Second Fl. Upper Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

here represented by T.C.G. GESTION S.A., having its registered office in Luxembourg, itself represented by Mr José CORREIA, prenamed, and Miss Séverine Canova, prenamed, acting jointly in their respective qualities of proxy holders A,

by virtue of a proxy established on April 21st 2003,

declares to subscribe to 13,537 new shares and to have them fully paid up by the conversion into capital of an unquestionable, liquid and immediately payable claim originating out of an advance of one million three hundred and fifty-three thousand seven hundred and eighty-two Euros thirty-two cent (1,353,782.32 EUR), granted by the subscriber to CARERA S.A.

The surplus of 82.32 EUR shall be transferred to a share premium account of the corporation.

The existence of the said advance is evidenced in a report established by ABACAB, S.à r.l., Independent Auditors, having its registered office in Luxembourg on May 19, 2003, concluding as follows:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport en nature qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, ainsi qu'à la prime d'émission.»

This report and the said proxy, signed ne varietur by the persons appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Second resolution

The general meeting decides to amend the first paragraph of article 5 of the articles of incorporation which will read as follows:

Art. 5. 1st paragraph. The subscribed capital of the corporation is fixed at one million three hundred and eighty-four thousand seven hundred Euros (1,384,700.- EUR) represented by thirteen thousand eight hundred and forty-seven (13,847) shares with a par value of one hundred Euros (100.- EUR) each.»

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which fall to be borne by the company as a result of the presently stated, increase of capital are estimated at approximately sixteen thousand Euros (16,000.- EUR).

There being no further business, the meeting is terminated.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le vingt-huit mai.

Par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CARERA S.A., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 17 mai 2001, publié au Mémorial, Recueil C numéro 1144 du 11 décembre 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur José Correia, comptable, demeurant à F-Longwy, qui désigne comme secrétaire Madame Annick Braquet, employée privée, demeurant à B-Chantemelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Séverine Canova, juriste, demeurant à F-Thionville.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmenter le capital social de la société à concurrence de un million trois cent cinquante-trois mille sept cents Euros (1.353.700.- EUR), après augmentation le capital social sera porté de son présent montant de 31.000.- EUR à 1.384.700.- EUR.

2. Emettre 13.537 actions nouvelles, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes, portant le nombre des actions à 13.847.

3. Accepter la souscription des 13.537 actions nouvellement émises par CARERA HOLDINGS INC par la conversion en capital d'une créance d'un montant de EUR 1.353.782,32, les 82,32 EUR représentant une prime d'émission.

4. Modifier l'article 5 des statuts.

5. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de un million trois cent cinquante-trois mille sept cents Euros (1.353.700.- EUR) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille Euros (31.000.- EUR) à un million trois cent quatre-vingt-quatre mille sept cents Euros (1.384.700.- EUR) par l'émission de treize mille cinq cent trente-sept (13.537) actions nouvelles d'une valeur nominale de cent Euros (100.- EUR) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Souscription - Libération

L'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit préférentiel de souscription, est alors intervenue aux présentes: CARERA HOLDINGS INC, ayant son siège social à C/O Alfaro. Ferrer & Ramirez (BVI) Ltd. R.G. Hodge Plaza, Second Fl. Upper Main Street, Road Town, Tortola, British Virgin Islands,

ici représentée par T.C.G. GESTION S.A., ayant son siège social à Luxembourg, elle-même représentée par Monsieur José Correia, prénommé, et Mademoiselle Séverine Canova, prénommée, agissant conjointement en leurs qualités de fondés de pouvoir A,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 21 avril 2003,

laquelle société déclare souscrire les 13.537 actions nouvelles et les libérer intégralement par la conversion en capital d'une créance certaine, liquide et exigible détenue par l'actionnaire à l'encontre de CARERA S.A. pour un montant de un million trois cent cinquante-trois mille sept cent quatre-vingt-deux Euros trente-deux centimes (1.353.782,32 EUR).

Le surplus de 82,32 EUR sera transféré sur un compte de prime d'émission de la société.

L'existence de ladite créance a été justifiée au notaire instrumentant dans un rapport établi par ABACAB, S.à r.l., réviseurs d'entreprises, ayant son siège social à Luxembourg, en date du 19 mai 2003, qui conclut comme suit:

«Conclusion

Sur base des vérifications effectuées telles que décrites ci-dessus, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur de l'apport en nature qui correspond au moins au nombre et à la valeur nominale des actions à émettre en contrepartie, ainsi qu'à la prime d'émission.»

Ce rapport et ladite procuration resteront, après avoir été signés ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, annexés aux présentes pour être formalisés avec elles.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 5. 1^{er} alinéa.** Le capital social est fixé à un million trois cent quatre-vingt-quatre mille sept cents Euros (1.384.700,- EUR), représenté par treize mille huit cent quarante-sept (13.847) actions d'une valeur nominale de cent Euros (100,- EUR) chacune.»

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de l'augmentation de capital à environ seize mille Euros (16.000,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. Correia, A. Braquet, S. Canova, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 3 juin 2003, vol. 139S, fol. 22, case 3. – Reçu 13.537,82 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

G. Lecuit.

(040686.3/220/154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

CARERA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 82.310.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

G. Lecuit.

(040688.3/220/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

SUEZ LUX BONDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.

R. C. Luxembourg B 31.084.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 22 mai 2003

En date du 22 mai 2003, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de reporter le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2002.
- de ratifier la cooptation de M. Charles Nollet le 20 juin 2002 en tant qu'administrateur de la Sicav en remplacement de M. Robert Philippart démissionnaire en date du 23 avril 2002.
- d'accepter la démission de M. Charles Nollet en date du 17 avril 2003.
- de renouveler les mandats de Messieurs Charles Hamer, Jacques Mahaux et Lucien Euler en qualité d'Administrateurs de la Sicav pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2004.
- de renouveler le mandat de PricewaterhouseCoopers en qualité de Réviseur d'Entreprises, pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2004.

Luxembourg, le 10 juillet 2003.

Pour extrait sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

Enregistré à Luxembourg, le 15 juillet 2003, réf. LSO-AG04198. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040693.3/1024/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

BREEZY HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 75.021.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2003, réf. LSO-AG02765, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

BREEZY HOLDING S.A.

G. Diederich / R. Scheifer-Gillen

Administrateurs

(040037.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

BILKOVA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 81.194.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2003, réf. LSO-AG02775, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

BILKOVA HOLDING S.A.

M.-F. Ries-Bonani / R. Scheifer-Gillen

Administrateurs

(040039.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

HOLDING 2001 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1730 Luxembourg, 29, rue de l'Hippodrome.
R. C. Luxembourg B 81.447.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2003, réf. LSO-AG02777, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

HOLDING 2001 S.A.

F. Innocenti / M.-F. Ries-Bonani

Administrateurs

(040040.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

PALMATRANS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1521 Luxembourg, 134, rue Adolphe Fischer.
R. C. Luxembourg B 86.824.

EXTRAIT

Sur demande du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire, réunie extraordinairement au siège de la prédite société le 6 juin 2003, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1) révocation de Madame Agnès Pandur, demeurant à F-74190 Passy, 75, Ronde des Cèdres Rouges, de son poste d'Administrateur-Délégué;

2) Monsieur Tommy Szegedy, Administrateur de la société PALMATRANS S.A., demeurant à F-74190 Passy, 75, Ronde des Cèdres Rouges, est nommé en remplacement à cette fonction d'Administrateur-Délégué;

3) En cette qualité, Monsieur Tommy Szegedy prédit se voit attribuer un droit de signature exclusive ou de cosignature obligatoire, de sorte qu'il peut valablement engager la société par sa seule signature ou conjointement, avec un autre Administrateur.

Pour extrait conforme

T. Szegedy

Administrateur-Délégué

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2003, réf. LSO-AF04743. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040714.3/000/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

CANDEV INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 86.348.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juillet 2003, réf. LSO-AG02778, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 juillet 2003.

CANDEV INVESTMENTS S.A.

A. de Bernardi / G. Diederich

Administrateurs

(040041.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

ROYALTY PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 52.491.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2003, réf. LSO-AG01883, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

ROYALTY PARTICIPATIONS S.A.

A. de Bernardi / M.-F. Ries-Bonani

Administrateurs

(040045.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

SPECTRA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R. C. Luxembourg B 43.712.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 8 juillet 2003, réf. LSO-AG01887, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juillet 2003.

SPECTRA S.A.

M.-F. Ries-Bonani / R. Scheifer-Gillen

Administrateurs

(040048.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2003.

HEYREL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 5, avenue Pasteur.
R. C. Luxembourg B 29.479.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue à Luxembourg le vendredi 2 mai 2003

- L'Assemblée prend acte de la démission en tant qu'Administrateur de Monsieur Jacques Mahaux avec effet au 28 février 2003. L'Assemblée remercie Monsieur Mahaux pour sa participation active au sein du Conseil d'Administration de HEYREL S.A.;

- L'Assemblée décide de diminuer le nombre actuel des Administrateurs de 4 pour le porter à 3;

- L'Assemblée nomme PricewaterhouseCoopers comme réviseur d'entreprises indépendant. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée Générale à tenir en 2004 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice de 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Enregistré à Luxembourg, le 21 juillet 2003, réf. LSO-AG05786. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(040738.3/253/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2003.

IMVO S.A., Société Anonyme Holding.
Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 61.121.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 29 août 2003 à 14.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03636/534/15)

Le Conseil d'Administration.

COPerval HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 88.863.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 28 août 2003 à 18.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (03638/534/15)

Le Conseil d'Administration.

BBL RENTA FUND II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 83.077.

Les actionnaires de BBL RENTA FUND II sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra route d'Esch 46-48 à L-1470 Luxembourg, le 27 août 2003, à 15.30 heures en vue d'approuver la modification des articles 1, 6, 8, 9, 10 et 20 des statuts.

Plus spécifiquement:

1. la proposition de changement de l'article 1 des statuts a pour but de changer la dénomination sociale de la Sicav en ING (L) RENTA FUND II;
2. la proposition d'ajouter un alinéa à l'article 8 des statuts afin d'introduire la possibilité de faire des rachats en nature;
3. la proposition de modifier l'avant-dernier alinéa de l'article 10 afin de préciser les modalités d'information des actionnaires et souscripteurs éventuels en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire.

Le dépôt des actions au porteur et des procurations doit être fait auprès des sièges ou des agences de ING BELGIQUE SA ou de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée. Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours francs au moins avant la réunion.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire de la Sicav concernée sera reconvoquée pour le 29 septembre 2003. La seconde Assemblée Générale délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

Les actionnaires pourront, s'ils le désirent, présenter leurs titres dès la date de l'opération, si celle-ci est approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, auprès des organismes assurant le service financier en vue de les faire estam-piller. Les titres au libellé BBL RENTA FUND II resteront valables.

I (04025/755/29)

Le Conseil d'Administration.

CYBERSCOUTS BENELUX S.A., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-9991 Weiswampach, 144, route de Stavelot.

Die Damen und Herren Aktionäre werden eingeladen zur

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

welche stattfinden wird am in der Amtsstube von Notar Henri Hellinckx in Mersch, den 8. September 2003 um 17.00 Uhr, nachdem bei der außerordentlichen Generalversammlung vom 30. Mai 2003 das erforderliche Anwesenheitsquorum nicht erreicht wurde.

Tagesordnung:

- Annahme des Protokolls der außerordentlichen Generalversammlung vom 30. Mai 2003;
- Beschlussfassung über die Liquidation der Gesellschaft;
- Ernennung eines Liquidators.

Da bei dieser Versammlung kein Anwesenheitsquorum mehr erforderlich ist, werden die Entscheidungen durch die einfache Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre getroffen.

I (03933/667/16)

Der Verwaltungsrat.

THE COX & KINGS OVERSEAS FUND, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.
R. C. Luxembourg B 48.212.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING OF SHAREHOLDERS

of THE COX & KINGS OVERSEAS FUND will be held at its registered office at 13, rue Goethe, Luxembourg on Friday 29 August 2003 at 3.00 p.m. for the purpose of considering and voting upon the following matters:

Agenda:

1. Acceptance of the Audit Report, the Report of the Directors and of the Annual Reports and Accounts for the year ended 31 March 2003.
2. Discharge of the Board of Directors.
3. Election and re-election of Directors.
4. Director Fees.
5. Re-election of Auditor.
6. Miscellaneous.

Voting

Resolutions on the agenda of the annual general meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

Voting arrangements

Shareholders who cannot attend the meeting in person are invited to send a duly completed and signed proxy form to the registered office of the company to arrive not later than Thursday 28 August 2003. Proxy forms will be sent to registered shareholders with a copy of this notice and can also be obtained from the registered office.

16 July 2003.
(03942/041/26)

The Board of Directors.

HIRT FONDS, Fonds Commun de Placement.

Mitteilung an die Anteilhaber des HIRT FONDS - Hirt Global Aktien Fonds

Sehr geehrte Anteilhaberin, sehr geehrter Anteilhaber,

hiermit werden Sie unterrichtet, dass die Verwaltungsgesellschaft für den Teilfonds HIRT FONDS - HIRT GLOBAL AKTIEN FONDS die Fusion mit dem Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL beschlossen hat, da aufgrund des geringen Fondsvolumens eine wirtschaftliche Verwaltung des HIRT FONDS - HIRT GLOBAL AKTIEN FONDS nicht möglich ist. Mit Fusionsdatum geht der Umbrella HIRT FONDS komplett in den ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL auf und existiert nicht weiter fort. Der Initiator des HIRT FONDS, die HIRT FINANCE PLUS AG, nimmt in dem Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL keinerlei Funktionen wahr.

Der Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL gibt neue Inhaber- und Namensanteile entsprechend dem offiziellen Umtauschverhältnis an die Anteilhaber des Teilfonds HIRT FONDS - HIRT GLOBAL AKTIEN FONDS kostenlos aus, dem die Nettovermögenswerte der betroffenen Teilfonds am Tage der Fusion zugrunde liegen.

Bei Ausgabe der Anteile des Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL an die Anteilhaber des Teilfonds HIRT FONDS - HIRT GLOBAL AKTIEN FONDS gehen sämtliche Spar- bzw. Entnahmepläne in den Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL über.

Namensanteile werden bis auf drei Dezimalstellen zugeteilt; für Inhaberanteile werden nur ganze Anteile ausgegeben. Sich ergebende Spitzenbeträge werden den Anteilhabern durch Überweisung gutgeschrieben oder auf Wunsch durch die Zahlstellen in bar ausgezahlt.

Anlagepolitik des Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL

Ziel der Anlagepolitik des Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL ist es, unter Berücksichtigung des Anlagerisikos, einen möglichst hohen Wertzuwachs für den Anteilhaber zu erzielen. Hierzu investiert der Teilfonds überwiegend weltweit in Wertpapiere nach Artikel 40,1 des luxemburgischen Gesetzes über Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren (OGAW).

Im Blickpunkt der Anlagepolitik liegen v.a. Aktien von Unternehmen, die aufgrund eines großen oder besonders stabilen Unternehmenswachstums, einer vorübergehenden Unterbewertung, einer aktiven Aktionärspolitik oder einer guten Bonität einen hohen Wertzuwachs erwarten lassen.

Durch systematische, auf Kennziffern gestützte Selektion sollen unterbewertete oder besonders ertrags- und substanzstarke Firmen identifiziert werden. Firmen, die diese Kriterien nicht mehr erfüllen, werden systematisch und regelmäßig durch attraktivere Firmen ersetzt.

Dabei können je nach Marktlage die Schwerpunkte der Anlagen unterschiedlich gesetzt werden, sofern dies im Interesse der Anleger geboten erscheint. Um das Potential von chancenreichen Branchen und Einzeltiteln wahrnehmen zu können, wird darauf geachtet, dass einmal getroffene Anlageentscheidungen möglichst lange Bestand haben und Umschichtungen auf das methodisch bedingte Minimum beschränkt werden.

Kosten des Teilfonds ACATIS CHAMPIONS SELECT - ACATIS CHAMPIONS GLOBAL

Die Verwaltungsgesellschaft erhält für die Verwaltung des Teilfonds eine Vergütung in Höhe von bis zu 0,07% p.a. des Nettovermögens des Teilfonds am Ende des entsprechenden Kalendermonats. Diese ist am Ende eines jeden Monats aus dem Teilfondsvermögen pro rata temporis zahlbar. Daneben erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem Teilfondsvermögen für ihre Dienstleistungen eine Jahrespauschale in Höhe von Euro 5.000,-; zahlbar am Geschäftsjahresende.

In ihrer Eigenschaft als Fondsmanager erhält die ACATIS ANLAGEBERATUNG FÜR INVESTMENTFONDS GmbH eine Vergütung in Höhe von bis zu 1,25% p.a. des Nettovermögens des Teilfonds am Ende des entsprechenden Kalendermonats. Diese ist am Ende eines jeden Monats aus dem Teilfondsvermögen pro rata temporis zahlbar.

Des weiteren zahlt die Verwaltungsgesellschaft aus dem Teilfondsvermögen dem Fondsmanager ein Erfolgshonorar (Performance-Fee), das am Geschäftsjahresende berechnet und gezahlt wird. Die Berechnung dieser Gebühr wird wie folgt vorgenommen:

- Teil des Vermögenszuwachses < 7%: keine Performance-Fee;
- Teil des Vermögenszuwachses > 7%: ein Zehntel des über 7% hinausgehenden Anstiegs des Nettoteilfondsvermögens.

Der Vermögenszuwachs ergibt sich aus der Differenz der um Anteilausgaben und -rücknahmen bereinigten Nettoteilfondsvermögen am jeweiligen Geschäftsjahresende zum höchsten der vorhergehenden Geschäftsjahresenden; am Ende des ersten Geschäftsjahres aus der Differenz zum Nettoteilfondsvermögen am Ende der Erstzeichnungsperiode pro rata temporis.

Die Vertriebsstelle erhält für laufende Marketingmaßnahmen und die Information der Anteilhaber eine Betreuungsg Gebühr in Höhe von bis zu 0,35% p.a. des Netto-Teilfondsvermögens am Ende des entsprechenden Kalendermonats. Diese ist am Ende eines jeden Monats aus dem Teilfondsvermögen pro rata temporis zahlbar.

Der Ausgabeaufschlag bei der Ausgabe von Anteilen beträgt bis zu 5,5% bezogen auf den Netto-Inventarwert pro Anteil.

Anteilhaber, die hiermit nicht einverstanden sind, können bis zum 5. September 2003 ihre Anteile kostenfrei an die Verwaltungsgesellschaft zurückgeben. Fusionstag ist der 8. September 2003.

Der Verkaufsprospekt des ACATIS CHAMPIONS SELECT ist am Sitz der Verwaltungsgesellschaft sowie bei den Zahlstellen und der Vertriebsstelle ACATIS ANLAGEBERATUNG FÜR INVESTMENTFONDS GmbH, Wiesenau 53, D-60323 Frankfurt am Main erhältlich.

Luxemburg, im August 2003.

IPConcept FUND MANAGEMENT S.A.

Die Verwaltungsgesellschaft

(03970/755/69)

BBL RENTA CASH, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 29.765.

Les actionnaires de BBL RENTA CASH sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra route d'Esch 46-48 à L-1470 Luxembourg, le 27 août 2003, à 15.00 heures en vue d'approuver la modification des articles 1, 3, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 16, 21, 24, 26 et 30 des statuts et d'ajouter un nouvel article 20.

Plus spécifiquement:

1. la proposition de changement de l'article 1 des statuts a pour but de changer la dénomination sociale de la Sicav en ING (L) RENTA CASH et soumettre la société au régime prévu par la partie II de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif, régime auquel il est préférable que la Sicav se soumette ex-

pressément avant le 13 février 2004 afin de continuer ses activités en poursuivant sa politique et ses objectifs actuels;

2. la proposition de modification de l'article 3 des statuts vise à préciser que les activités de la société se limitent aux activités permises dans le cadre de la partie II de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et que la politique d'investissement de la Société permettra le placement de 20% ou plus de ses actifs nets dans des valeurs autres que des valeurs mobilières et/ou autres actifs financiers liquides visés à l'article 41(1) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
3. la proposition de changement de l'article 7 des statuts a pour but de donner au Conseil d'Administration la possibilité de proposer à l'assemblée générale des actionnaires d'un compartiment d'entériner la dissolution du compartiment, ou l'apport de celui-ci à un autre compartiment ou à un autre OPC de droit luxembourgeois, dans des circonstances autres que celles déjà mentionnées. Sont notamment visés, les changements législatifs pouvant entraîner un désavantage fiscal pour les actionnaires;
4. la proposition de modification de l'article 8 des statuts vise à donner au Conseil d'Administration la possibilité de créer des fractions d'actions d'un compartiment. Ces fractions donneront droit au vote à concurrence du nombre d'actions entières qu'elles représentent;
5. la proposition d'ajouter un alinéa à l'article 10 des statuts afin d'introduire la possibilité de faire des rachats en nature;
6. la proposition d'ajouter un point g) à l'article 12 des statuts, qui a pour but de prévoir la suspension de la VNI ainsi que la suspension des ordres d'émission, de rachat et de conversion des actions lors de restructurations, comme suit: «La Société pourra suspendre (...) la détermination de la valeur nette d'inventaire (...) 'g) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments de la Société»;
7. la proposition de modifier l'avant dernier alinéa de l'article 12 afin de préciser les modalités d'information des actionnaires et souscripteurs éventuels en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire;
8. la proposition de remplacer le dernier alinéa de l'article 13 des statuts a pour but de désolidariser les engagements des différents compartiments: «Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations entre les actionnaires, chaque compartiment est traité comme une entité à part.»;
9. la proposition d'ajouter un article 20 vise à préciser les pouvoirs du Conseil d'Administration.
10. la proposition de coordination des numéros d'articles suite à l'ajout d'un article 20.

Le dépôt des actions au porteur et des procurations doit être fait auprès des sièges ou des agences de ING BELGIQUE SA ou de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée. Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours francs au moins avant la réunion.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire de la Sicav concernée sera reconvoquée pour le 29 septembre 2003. La seconde Assemblée Générale délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

Les actionnaires pourront, s'ils le désirent, présenter leurs titres dès la date de l'opération, si celle-ci est approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, auprès des organismes assurant le service financier en vue de les faire estampiller. Les titres au libellé BBL RENTA CASH resteront valables.

I (04023/755/56)

Le Conseil d'Administration.

COMPAGNIE FINANCIERE HIROUKER, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 37.274.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 28 août 2003 à 15.00 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2002;
- Affectation du résultat au 31 décembre 2002;
- Quitus aux administrateurs et au commissaire;
- Ratification de la nomination du Commissaire aux comptes;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires, sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

I (03971/000/18)

Le Conseil d'Administration.

UNIPATENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 23.391.

Les actionnaires de la société UNIPATENT HOLDING S.A., société anonyme, sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 26 août 2003 à 11.00 heures en l'étude du Notaire Jacques Delvaux, au 29, Avenue Monterey à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Décision à prendre par rapport à l'article 100 de la loi sur les sociétés.

J. Delvaux

L'Administrateur judiciaire provisoire

I (04039/208/14)

UNIPATENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 23.391.

Les actionnaires de la société UNIPATENT HOLDING S.A., société anonyme, sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le mardi 26 août 2003 à 11.30 heures en l'étude du Notaire Jacques Delvaux, au 29, Avenue Monterey à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Nomination d'un commissaire aux comptes.

J. Delvaux

L'Administrateur judiciaire provisoire

I (04040/208/14)

BBL DYNAMIC, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 52.519.

Les actionnaires de BBL DYNAMIC sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra route d'Esch 46-48 à L-1470 Luxembourg, le 27 août 2003, à 14.30 heures en vue d'approuver la modification des articles 1, 5, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 20, 23 et 27 des statuts.

Plus spécifiquement:

1. la proposition de changement de l'article 1 des statuts a pour but de changer la dénomination sociale de la Sicav en ING (L) DYNAMIC;
2. la proposition de changement de l'article 7 des statuts a pour but de donner au Conseil d'Administration la possibilité de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires d'un compartiment d'entériner la dissolution du compartiment, ou l'apport de celui-ci à un autre compartiment ou à un autre OPC de droit luxembourgeois, dans des circonstances autres que celles déjà mentionnées. Sont notamment visés, les changements législatifs pouvant entraîner un désavantage pour les actionnaires;
3. la proposition d'ajouter un alinéa aux articles 9 et 10 des statuts afin d'introduire la possibilité de faire respectivement des souscriptions et des rachats en nature;
4. la proposition d'ajouter un point g) à l'article 12 des statuts, qui a pour but de prévoir la suspension de la VNI ainsi que la suspension des ordres d'émission, de rachat et de conversion des actions lors de restructurations, comme suit: «La Société pourra suspendre (...) la détermination de la valeur nette d'inventaire (...) g) en vue d'établir la parité d'échange dans le cadre d'une opération de fusion, apport d'actif, scission ou toute opération de restructuration, au sein, par ou dans un ou plusieurs des compartiments de la Société»;
5. la proposition de modifier l'avant-dernier alinéa de l'article 12 afin de préciser les modalités d'information des actionnaires et souscripteurs éventuels en cas de suspension du calcul de la valeur nette d'inventaire;
6. la proposition de remplacer le dernier alinéa de l'article 13 des statuts a pour but de désolidariser les engagements des différents compartiments: «Les actifs d'un compartiment déterminé ne répondent que des dettes, engagements et obligations qui concernent ce compartiment. Dans les relations entre les actionnaires, chaque compartiment est traité comme une entité à part.»

Le dépôt des actions au porteur et des procurations doit être fait auprès des sièges ou des agences de ING BELGIQUE SA ou de ING LUXEMBOURG, cinq jours francs au moins avant l'Assemblée. Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée cinq jours francs au moins avant la réunion.

L'Assemblée pourra délibérer valablement sur l'ordre du jour, si les actionnaires qui assistent à la réunion ou y sont représentés forment la moitié au moins du capital social. Les décisions seront prises aux deux tiers des voix présentes ou représentées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée Générale Extraordinaire de la Sicav concernée sera reconvoquée pour le 29 septembre 2003. La seconde Assemblée Générale délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.

Les actionnaires pourront, s'ils le désirent, présenter leurs titres dès la date de l'opération, si celle-ci est approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire, auprès des organismes assurant le service financier en vue de les faire estampiller. Les titres au libellé BBL DYMAMIC resteront valables.

I (04024/755/43)

Le Conseil d'administration.

FALKLAND S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 8.430.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra extraordinairement le 25 août 2003 à 9.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.

L'assemblée générale ordinaire du 10 avril 2003 n'a pas pu délibérer sur le point 5 de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint. L'assemblée générale ordinaire qui se tiendra extraordinairement le 25 août 2003 délibérera quelle que soit la portion du capital représentée.

II (03651/534/13)

Le Conseil d'Administration.

PAXEDI, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 52.790.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 20 août 2003 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2002,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Transfert du siège social,
6. Divers.

II (03852/833/18)

Le Conseil d'Administration.

SOCIETE DE LAVALOIS S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 33.134.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 19 août 2003 à 15.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire;
- Approbation du Bilan et du compte de Profits et Pertes arrêtés au 31 décembre 2002;
- Affectation du résultat au 31 décembre 2002;
- Quitus aux Administrateurs et au Commissaire;
- Ratification de la nomination du Commissaire aux comptes;
- Divers.

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

II (03887/000/18)

Le Conseil d'Administration.

PARINFIN, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 61.154.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social le 20 août 2003 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

II (03653/534/15)

Le Conseil d'Administration.

H.R.O., Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 61.630.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social le 20 août 2003 à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (03654/534/16)

Le Conseil d'Administration.

CODEBI, Société Anonyme Holding.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 62.349.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social le 21 août 2003 à 15.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2002.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. Nominations statutaires.
6. Divers.

II (03655/534/16)

Le Conseil d'Administration.

ABN AMRO FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46, avenue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 47.072.

Notice is hereby given of the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of ABN AMRO FUNDS (the «SICAV» or the «Company») to be held in Luxembourg, at the registered office of the Company, on August 18, 2003, at 10.00 a.m., for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors on the financial year 2002/2003.
2. Adoption of the Financial Statements and profit appropriation.
3. Discharge of the Board of Directors and the Manager of the SICAV for the financial year 2002/2003.

4. Approval of the appointment of Mr J. Ide as new Director of the SICAV for a period of one year ending at the next Annual General Meeting of Shareholders of the SICAV.
5. Re-election of the current Directors of the SICAV for a period of one year ending at the next Annual General Meeting of Shareholders of the SICAV.
6. Appointment of ERNST & YOUNG S.A. as auditor of the SICAV for a period of one year ending at the next Annual General Meeting of Shareholders of the SICAV.
7. Other business.

The Annual Report is available upon request at the registered office of the SICAV.

The shareholders are advised that no quorum for the Annual General Meeting is required and that decisions will be taken by the majority of the shares present or represented at the meeting.

In order to participate at the meeting of August 18, 2003, the owners of bearer shares shall deposit their shares before August 13, 2003 with the Registrar of the SICAV in Luxembourg (ABN AMRO BANK (LUXEMBOURG) S.A., 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg) or its local agents.

For the shareholders who cannot attend the meeting, proxy forms will be available at the registered office of the SICAV upon request.

The proxy will be valid only if the proxy form, together with the evidence of the ownership of the shares, are provided to the SICAV before August 13, 2003.

Luxembourg, July 30, 2003.

II (03870/755/33)

The Board of Directors.

COLUMBUS, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 65.315.

Les actionnaires sont informés par la présente que

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des Actionnaires (ci-après dénommée «l'Assemblée») de COLUMBUS (ci-après dénommée la «Sicav») se tiendra au Siège social de la Sicav, le 21 août 2003 à 11.00 heures en vue d'examiner les points de l'ordre du jour suivants:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 30 avril 2003.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos au 30 avril 2003.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 30 avril 2003.
5. Composition du Conseil d'Administration.
6. Réélection du Réviseur d'Entreprises.
7. Divers.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP PARIBAS LUXEMBOURG, 10A, boulevard Royal, L-2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Les propriétaires d'actions nominatives doivent dans le même délai informer par écrit (lettre ou procuration) le Conseil d'Administration de leur intention d'assister à l'Assemblée.

II (03861/755/25)

Par ordre du Conseil d'Administration.

EUROPEAN BUSINESS MANAGEMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 42.251.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 18 août 2003 au siège de la société à 11.00 heures, statuant sur l'exercice 2002.

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire
2. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire
3. Approbation des comptes annuels et affectation
4. Divers

II (03889/603/14)

Le Conseil d'Administration.

39501

WOOD OPTIC DIFFUSION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9809 Hosingen, 11A, Op der Hei.

R. C. Diekirch B 3.318.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra dans l'Etude du Notaire Hellinckx à Mersch, le 8 septembre 2003 à 17.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Renouvellement des mandats des administrateurs;
- Autorisation au Conseil d'administration de nommer un ou plusieurs administrateurs-délégués;
- Modification de l'article 13 des statuts (pouvoirs de signature);
- Conversion du capital en Euro et augmentation du capital;
- Divers.

II (03710/667/16)

Le Conseil d'Administration.

GREYHOUND S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.

R. C. Luxembourg B 59.303.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2003 à 11.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire aux comptes;
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2000, au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002 et affectation du résultat;
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

II (03893/655/16)

Le Conseil d'Administration.

THE WORLD TRUST FUND, SICAF, Société d'Investissement à Capital Fixe.

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 37.154.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders will be held at the registered office of the Company on 19 August 2003 at 3.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

- a. Approval of the management report of the Board of Directors and of the report of the Auditor.
- b. Approval of the annual accounts, appendices and the allocation of the results as at 31 March 2003.
- c. Discharge to the Directors for the financial year ended 31 March 2003.
- d. Director's fee.
- e. Re-election of the Directors for the new financial year.
- f. Approval of the resolution proposed by the Board of Directors to continue the Fund in its present form.
- g. Renewal of the authorisation granted to the Directors to repurchase Shares until the next Annual General Meeting.
- h. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda and that the decisions will be taken at the simple majority of the shares present or represented at the Meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any Meeting by proxy.

Every bearer shareholder who wants to be present or to be represented at the Annual General Meeting has to deposit its shares for August 12, 2003 the latest at the domicile of the Fund or at the following address in: KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

II (03917/755/26)

By order of the Board of Directors.

ELLIOTT-AUTOMATION CONTINENTAL, Société Anonyme Holding.

Registered office: L-1145 Luxembourg, 180, rue des Aubépines.
R. C. Luxembourg B 6.322.

All Shareholders and holders of beneficiary shares are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which is going to be held at the registered office on 19 August 2003 at 11 a.m.

Agenda:

1. Resignation of the Directors Mr Andrew John James and Mr Alessandro Centrone.
2. Appointment of Mr Paul William Cavanaugh and Mr James Lee Karam as new Directors.
3. Miscellaneous.

The shareholders and holders of beneficiary shares have to conform to the dispositions of article 29 of the articles of incorporation. The bearer shares should be deposited with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG, société anonyme.

II (03900/1017/16)

The Board of Directors.

M.C.F. PARTICIPATIONS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 75.848.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2003 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2002;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2002;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

II (03909/817/18)

Le Conseil d'Administration.

ALTERNATIVE STRATEGY, Société d'Investissement à Capital Variable.

Registered office: L-2520 Luxembourg, 39, allée Scheffer.
R. C. Luxembourg B 54.324.

As no proxy form was received for the annual general meeting to be held on May 8, 2003, the Board of Directors of the above mentioned SICAV is pleased to convene the Shareholders of the SICAV to a

SECOND ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on 18 August 2003, at 4.00 p.m., at the Registered Office of the Company, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the Balance Sheet and the Profit and Loss Accounts as at December 31, 2002.
2. Approval of the report of the Independent Auditor as at December 31, 2002.
3. Allotment of results.
4. Discharge to the Directors and the Independent Auditor in respect of the carrying out of their duties during the financial year ended on December 31, 2002.
5. Statutory elections:
 - Acceptance of the resignation of Mr Didier Varlet and Mrs Odile Sigrand as at May 17, 2002.
 - Ratification of the co-optation on July 5, 2002 of Mr Jean Marie Rinié in replacement of Mr Didier Varlet and Mrs Odile Sigrand, resigning.
 - Election of Mr Jean Marie Rinié as Director until the next Annual General Meeting in 2004.
 - Acceptance of the resignation of Mr Roland Dillien as at October 15, 2002.
 - Ratification of the co-optation on October 15, 2002 of Mrs Sandrine Leclercq in replacement of Mr Roland Dillien, resigning.
 - Election of Mrs Sandrine Leclercq as Director until the next Annual General Meeting in 2004.
 - Re-election of Mr Antoine Gilson de Rouvieux, as Director, until the next Annual General Meeting in 2004.
 - Re-election of PricewaterhouseCoopers as Independent Auditor, until the next Annual General Meeting in 2004.
6. Miscellaneous.

Shareholders are advised that the decisions of the Meeting will require no quorum and will validly be taken by the simple majority of the Shareholders present or represented and voting.

Bearer certificate holders intending to attend the Annual General Meeting should deposit their shares at the Registered Office of the Company two business days before the date of the Meeting.

Nominative Shareholders intending to attend the Annual General Meeting should inform the Registered Office of the SICAV at least two business days before the Meeting. They will be required to prove their identity.

The annual report as at 31 December 2002 is available to the Shareholders at the Registered Office of the Company.
II (03901/755/36) The Board of Directors.

EUROCOOL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val fleuri.
R. C. Luxembourg B 75.712.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2003 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2002;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2002;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

II (03910/817/18)

Le Conseil d'Administration.

EURO TECHNO HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R. C. Luxembourg B 75.840.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 18 août 2003 à 15.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2002;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2002;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2002;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes;
7. divers.

II (03911/817/18)

Le Conseil d'Administration.

THE EGYPT TRUST FUND, SICAF, Société d'Investissement à Capital Fixe.

Registered office: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 55.584.

I. Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders will be held at the registered office of the Company on 19 August 2003 at 4.00 p.m. with the following agenda:

Agenda I:

- a. Approval of the management report of the Board of Directors and of the report of the Auditor.
- b. Approval of the annual accounts, appendices and the allocation of the results as at 31 March 2003.
- c. Dividend.
- d. Director's fee.
- e. Discharge to the Directors for the financial year ended 31 March 2003.
- f. Appointment of Mr Ahmed El Bardai as additional Director.

- g. Re-election of the Directors for the new financial year.
- h. Miscellaneous.

II. Notice is hereby given that the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of shareholders will be held at the registered office of the Company on 19 August 2003 at 4.30 p.m. with the following agenda:

Agenda II:

Amendment of articles 2, 3, 10, 19, 20, 25, 26 and 29 of the articles of incorporation.

The proposed new wording of article 3 is as follows:

«The exclusive object of the Corporation is to invest the funds available to it, either directly itself or indirectly through its subsidiaries, in shares or securities of any kind and other assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Corporation may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the law of twentieth December two thousand and two on collective investment undertakings.»

The full text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

Voting

Resolutions under Agenda I will require no quorum and will be taken by a majority of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

The resolution under Agenda II will require a quorum of 50% of the outstanding shares of the Company and will be taken by a majority of two thirds of the votes expressed by the shareholders present or represented at the meeting.

In the event that the 50% quorum is not met, a second extraordinary general meeting of shareholders will be convened where no quorum will be required and the item on the agenda will be approved by shareholders holding at least 2/3 of the shares represented at the meeting.

Voting Arrangements

Every bearer shareholder who wants to be present or to be represented at the Annual General Meeting has to deposit its shares for August 12, 2003 the latest at the domicile of the Fund or at the following address: KREDIETBANK S.A. Luxembourgeoise, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg.

II (03918/755/46)

The Board of Directors.

B.D.S., BUSINESS DEVELOPMENT SERVICES S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 222C, avenue Gaston Diderich.

R. C. Luxembourg B 39.984.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de nos Actionnaires de notre société qui se tiendra extraordinairement au siège social en date du 29 août 2003 à 10.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002;
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2001 et au 31 décembre 2002;
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire;
4. Elections statutaires;
5. Divers.

II (03916/000/17)

Le Conseil d'Administration.